

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1955 No. 47

A. TITEL

Verdrag inzake de bescherming van culturele goederen in geval van een gewapend conflict, met Reglement van uitvoering, en een Protocol; 's-Gravenhage, 14 Mei 1954

Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé

Les Hautes Parties contractantes,

Constatant que les biens culturels ont subi de graves dommages au cours des derniers conflits et qu'ils sont, par suite du développement de la technique de la guerre, de plus en plus menacés de destruction;

Convaincues que les atteintes portées aux biens culturels, à quel peuple qu'ils appartiennent, constituent des atteintes au patrimoine culturel de l'humanité entière, étant donné que chaque peuple apporte sa contribution à la culture mondiale;

Considérant que la conservation du patrimoine culturel présente une grande importance pour tous les peuples du monde et qu'il importe d'assurer à ce patrimoine une protection internationale;

Guidées par les principes concernant la protection des biens culturels en cas de conflit armé établis dans les Conventions de La Haye de 1899 et de 1907 et dans le Pacte de Washington du 15 avril 1935;

Considérant que, pour être efficace, la protection de ces biens doit être organisée dès le temps de paix par des mesures tant nationales qu'internationales;

Résolues à prendre toutes les dispositions possibles pour protéger les biens culturels;

Sont convenues des dispositions qui suivent:

CHAPITRE I

Dispositions générales concernant la protection

Article premier

Définition des biens culturels

Aux fins de la présente Convention, sont considérés comme biens culturels, quels que soient leur origine ou leur propriétaire:

a) les biens, meubles ou immeubles, qui présentent une grande importance pour le patrimoine culturel des peuples, tels que les monuments d'architecture, d'art ou d'histoire, religieux ou laïques, les sites archéologiques, les ensembles de constructions qui, en tant que tels, présentent un intérêt historique ou artistique, les oeuvres d'art, les manuscrits, livres et autres objets d'intérêt artistique, historique ou archéologique, ainsi que les collections scientifiques et les collections importantes de livres, d'archives ou de reproductions des biens définis ci-dessus;

Convention for the Protection of Cultural Property in the Event of Armed Conflict

The High Contracting Parties,

Recognizing that cultural property has suffered grave damage during recent armed conflicts and that, by reason of the developments in the technique of warfare, it is in increasing danger of destruction;

Being convinced that damage to cultural property belonging to any people whatsoever means damage to the cultural heritage of all mankind, since each people makes its contribution to the culture of the world;

Considering that the preservation of the cultural heritage is of great importance for all peoples of the world and that it is important that this heritage should receive international protection;

Guided by the principles concerning the protection of cultural property during armed conflict, as established in the Conventions of The Hague of 1899 and of 1907 and in the Washington Pact of 15 April, 1935;

Being of the opinion that such protection cannot be effective unless both national and international measures have been taken to organize it in time of peace;

Being determined to take all possible steps to protect cultural property;

Have agreed upon the following provisions:

CHAPTER I

General Provisions regarding protection

Article 1

Definition of cultural property

For the purposes of the present Convention, the term "cultural property" shall cover, irrespective of origin or ownership:

(a) movable or immovable property of great importance to the cultural heritage of every people, such as monuments of architecture, art or history, whether religious or secular; archaeological sites; groups of buildings which, as a whole, are of historical or artistic interest; works of art; manuscripts, books and other objects of artistic, historical or archaeological interest; as well as scientific collections and important collections of books or archives or of reproductions of the property defined above;

b) les édifices dont la destination principale et effective est de conserver ou d'exposer les biens culturels meubles définis à l'alinéa a), tels que les musées, les grandes bibliothèques, les dépôts d'archives, ainsi que les refuges destinés à abriter, en cas de conflit armé, les biens culturels meubles définis à l'alinéa a);

c) les centres comprenant un nombre considérable de biens culturels qui sont définis aux alinéas a) et b), dits „centres monumentaux”.

Article 2

Protection des biens culturels

Aux fins de la présente Convention, la protection des biens culturels comporte la sauvegarde et le respect de ces biens.

Article 3

Sauvegarde des biens culturels

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à préparer, dès le temps de paix, la sauvegarde des biens culturels situés sur leur propre territoire contre les effets prévisibles d'un conflit armé, en prenant les mesures qu'Elles estiment appropriées.

Article 4

Respect des biens culturels

1. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à respecter les biens culturels situés tant sur leur propre territoire que sur celui des autres Hautes Parties contractantes en s'interdisant l'utilisation de ces biens, celle de leurs dispositifs de protection et celle de leurs abords immédiats à des fins qui pourraient exposer ces biens à une destruction ou à une détérioration en cas de conflit armé, et en s'abstenant de tout acte d'hostilité à leur égard.

2. Il ne peut être dérogé aux obligations définies au paragraphe premier du présent article que dans les cas où une nécessité militaire exige, d'une manière impérative, une telle dérogation.

3. Les Hautes Parties contractantes s'engagent en outre à interdire, à prévenir et, au besoin, à faire cesser tout acte de vol, de pillage ou de détournement de biens culturels, pratiqué sous quelque forme que ce soit, ainsi que tout acte de vandalisme à l'égard desdits biens. Elles s'interdisent de réquisitionner les biens culturels meubles situés sur le territoire d'une autre Haute Partie contractante.

4. Elles s'interdisent toute mesure de représailles à l'encontre des biens culturels.

5. Une Haute Partie contractante ne peut se dégager des obligations stipulées au présent article, à l'égard d'une autre Haute Partie

(b) buildings whose main and effective purpose is to preserve or exhibit the movable cultural property defined in sub-paragraph (a) such as museums, large libraries and depositories of archives, and refuges intended to shelter, in the event of armed conflict, the movable cultural property defined in sub-paragraph (a);

(c) centres containing a large amount of cultural property as defined in sub-paragraphs (a) and (b), to be known as "centres containing monuments".

Article 2

Protection of cultural property

For the purposes of the present Convention, the protection of cultural property shall comprise the safeguarding of and respect for such property.

Article 3

Safeguarding of cultural property

The High Contracting Parties undertake to prepare in time of peace for the safeguarding of cultural property situated within their own territory against the foreseeable effects of an armed conflict, by taking such measures as they consider appropriate.

Article 4

Respect for cultural property

1. The High Contracting Parties undertake to respect cultural property situated within their own territory as well as within the territory of other High Contracting Parties by refraining from any use of the property and its immediate surroundings or of the appliances in use for its protection for purposes which are likely to expose it to destruction or damage in the event of armed conflict; and by refraining from any act of hostility directed against such property.

2. The obligations mentioned in paragraph 1 of the present Article may be waived only in cases where military necessity imperatively requires such a waiver.

3. The High Contracting Parties further undertake to prohibit, prevent and, if necessary, put a stop to any form of theft, pillage or misappropriation of, and any acts of vandalism directed against, cultural property. They shall refrain from requisitioning movable cultural property situated in the territory of another High Contracting Party.

4. They shall refrain from any act directed by way of reprisals against cultural property.

5. No High Contracting Party may evade the obligations incumbent upon it under the present Article, in respect of another

contractante, en se fondant sur le motif que cette dernière n'a pas appliqué les mesures de sauvegarde prescrites à l'article 3.

Article 5

Occupation

1. Les Hautes Parties contractantes occupant totalement ou partiellement le territoire d'une autre Haute Partie contractante doivent, dans la mesure du possible, soutenir les efforts des autorités nationales compétentes du territoire occupé à l'effet d'assurer la sauvegarde et la conservation de ses biens culturels.

2. Si une intervention urgente est nécessaire pour la conservation des biens culturels situés en territoire occupé et endommagés par des opérations militaires, et si les autorités nationales compétentes ne peuvent pas s'en charger, la Puissance occupante prend, autant que possible, les mesures conservatoires les plus nécessaires en étroite collaboration avec ces autorités.

3. Toute Haute Partie contractante dont le gouvernement est considéré par les membres d'un mouvement de résistance comme leur gouvernement légitime, attirera si possible l'attention de ces membres sur l'obligation d'observer celles des dispositions de la Convention qui ont trait au respect des biens culturels.

Article 6

Signalisation des biens culturels

Conformément aux dispositions de l'article 16, les biens culturels peuvent être munis d'un signe distinctif de nature à faciliter leur identification.

Article 7

Mesures d'ordre militaire

1. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à introduire dès les temps de paix dans les règlements ou instructions à l'usage de leurs troupes des dispositions propres à assurer l'observation de la présente Convention, et à inculquer dès le temps de paix au personnel de leurs forces armées un esprit de respect à l'égard des cultures et des biens culturels de tous les peuples.

2. Elles s'engagent à préparer ou à établir, dès le temps de paix, au sein de leurs forces armées, des services ou un personnel spécialisé dont la mission sera de veiller au respect des biens culturels et de collaborer avec les autorités civiles chargées de la sauvegarde de ces biens.

High Contracting Party, by reason of the fact that the latter has not applied the measures of safeguard referred to in Article 3.

Article 5

Occupation

1. Any High Contracting Party in occupation of the whole or part of the territory of another High Contracting Party shall as far as possible support the competent national authorities of the occupied country in safeguarding and preserving its cultural property.

2. Should it prove necessary to take measures to preserve cultural property situated in occupied territory and damaged by military operations, and should the competent national authorities be unable to take such measures, the Occupying Power shall, as far as possible, and in close co-operation with such authorities, take the most necessary measures of preservation.

3. Any High Contracting Party whose government is considered their legitimate government by members of a resistance movement, shall, if possible, draw their attention to the obligation to comply with those provisions of the Convention dealing with respect for cultural property.

Article 6

Distinctive marking of cultural property

In accordance with the provisions of Article 16, cultural property may bear a distinctive emblem so as to facilitate its recognition.

Article 7

Military measures

1. The High Contracting Parties undertake to introduce in time of peace into their military regulations or instructions such provisions as may ensure observance of the present Convention, and to foster in the members of their armed forces a spirit of respect for the culture and cultural property of all peoples.

2. The High Contracting Parties undertake to plan or establish in peace-time, within their armed forces, services or specialist personnel whose purpose will be to secure respect for cultural property and to co-operate with the civilian authorities responsible for safeguarding it.

CHAPITRE II

De la protection spéciale

Article 8

Octroi de la protection spéciale

1. Peuvent être placés sous protection spéciale un nombre restreint de refuges destinés à abriter des biens culturels meubles en cas de conflit armé, de centres monumentaux et d'autres biens culturels immeubles de très haute importance, à condition:

a) qu'ils se trouvent à une distance suffisante d'un grand centre industriel ou de tout objectif militaire important constituant un point sensible, tel par exemple qu'un aérodrome, une station de radio-diffusion, un établissement travaillant pour la défense nationale, un port ou une gare de chemin de fer d'une certaine importance ou une grande voie de communication;

b) qu'ils ne soient pas utilisés à des fins militaires.

2. Un refuge pour biens culturels meubles peut également être placé sous protection spéciale, quel que soit son emplacement, s'il est construit de telle façon que, selon toute probabilité, les bombardements ne pourront pas lui porter atteinte.

3. Un centre monumental est considéré comme utilisé à des fins militaires lorsqu'il est employé pour des déplacements de personnel ou de matériel militaire, même en transit. Il en est de même lorsque s'y déroulent des activités ayant un rapport direct avec les opérations militaires, le cantonnement du personnel militaire ou la production de matériel de guerre.

4. N'est pas considérée comme utilisation à des fins militaires la surveillance d'un des biens culturels énumérés au paragraphe premier, par des gardiens armés spécialement habilités à cet effet, ou la présence auprès de ce bien culturel de forces de police normalement chargées d'assurer l'ordre public.

5. Si l'un des biens culturels énumérés au premier paragraphe du présent article est situé près d'un objectif militaire important au sens de ce paragraphe, il peut néanmoins être mis sous protection spéciale si la Haute Partie contractante qui en présente la demande s'engage à ne faire, en cas de conflit armé, aucun usage de l'objectif en cause, et notamment, s'il s'agit d'un port, d'une gare ou d'un aérodrome, à en détourner tout trafic. Dans ce cas, le détournement doit être organisé dès le temps de paix.

6. La protection spéciale est accordée aux biens culturels par leur inscription au „Registre international des biens culturels sous protection spéciale”. Cette inscription ne peut être effectuée que conformément aux dispositions de la présente Convention et dans les conditions prévues au Règlement d'exécution.

CHAPTER II
Special protection

Article 8

Granting of special protection

1. There may be placed under special protection a limited number of refuges intended to shelter movable cultural property in the event of armed conflict, of centres containing monuments and other immovable cultural property of very great importance, provided that they:

(a) are situated at an adequate distance from any large industrial centre or from any important military objective constituting a vulnerable point, such as, for example, an aerodrome, broadcasting station, establishment engaged upon work of national defence, a port or railway station of relative importance or a main line of communication;

(b) are not used for military purposes.

2. A refuge for movable cultural property may also be placed under special protection, whatever its location, if it is so constructed that, in all probability, it will not be damaged by bombs.

3. A centre containing monuments shall be deemed to be used for military purposes whenever it is used for the movement of military personnel or material, even in transit. The same shall apply whenever activities directly connected with military operations, the stationing of military personnel, or the production of war material are carried on within the centre.

4. The guarding of cultural property mentioned in paragraph 1 above by armed custodians specially empowered to do so, or the presence, in the vicinity of such cultural property, of police forces normally responsible for the maintenance of public order shall not be deemed to be used for military purposes.

5. If any cultural property mentioned in paragraph 1 of the present Article is situated near an important military objective as defined in the said paragraph, it may nevertheless be placed under special protection if the High Contracting Party asking for that protection undertakes, in the event of armed conflict, to make no use of the objective and particularly, in the case of a port, railway station or aerodrome, to divert all traffic therefrom. In that event, such diversion shall be prepared in time of peace.

6. Special protection is granted to cultural property by its entry in the "International Register of Cultural Property under Special Protection". This entry shall only be made in accordance with the provisions of the present Convention and under the conditions provided for in the Regulations for the execution of the Convention.

Article 9

Immunité des biens culturels sous protection spéciale

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à assurer l'immunité des biens culturels sous protection spéciale en s'interdisant, dès l'inscription au Registre international, tout acte d'hostilité à leur égard et, sauf dans les cas prévus au paragraphe 5 de l'article 8, toute utilisation de ces biens ou de leurs abords à des fins militaires.

Article 10

Signalisation et contrôle

Au cours d'un conflit armé, les biens culturels sous protection spéciale doivent être munis du signe distinctif défini à l'article 16 et être ouverts à un contrôle de caractère international, ainsi qu'il est prévu au Règlement d'exécution.

Article 11

Levée de l'immunité

1. Si l'une des Hautes Parties contractantes commet relativement à un bien culturel sous protection spéciale une violation des engagements pris en vertu de l'article 9, la Partie adverse est, aussi longtemps que cette violation subsiste, déchargée de son obligation d'assurer l'immunité du bien considéré. Cependant, chaque fois qu'Elle le peut, Elle fait préalablement la sommation de mettre fin à cette violation dans un délai raisonnable.

2. En dehors du cas prévu au premier paragraphe du présent article, l'immunité d'un bien culturel sous protection spéciale ne peut être levée qu'en des cas exceptionnels de nécessité militaire inéluctable, et seulement aussi longtemps que cette nécessité subsiste. Celle-ci ne peut être constatée que par le chef d'une formation égale ou supérieure en importance à une division. Dans tous les cas où les circonstances le permettent, la décision de lever l'immunité est notifiée suffisamment à l'avance à la Partie adverse.

3. La Partie qui lève l'immunité doit en informer dans le plus bref délai possible, par écrit et avec indication de ses motifs, le Commissaire général aux biens culturels prévu au Règlement d'exécution.

CHAPITRE III

Des transports de biens culturels

Article 12

Transport sous protection spéciale

1. Un transport exclusivement affecté au transfert de biens culturels, soit à l'intérieur d'un territoire soit à destination d'un autre

Article 9

Immunity of cultural property under special protection

The High Contracting Parties undertake to ensure the immunity of cultural property under special protection by refraining, from the time of entry in the International Register, from any act of hostility directed against such property and, except for the cases provided for in paragraph 5 of Article 8, from any use of such property or its surroundings for military purposes.

Article 10

Identification and control

During an armed conflict, cultural property under special protection shall be marked with the distinctive emblem described in Article 16, and shall be open to international control as provided for in the Regulations for the execution of the Convention.

Article 11

Withdrawal of immunity

1. If one of the High Contracting Parties commits, in respect of any item of cultural property under special protection, a violation of the obligations under Article 9, the opposing Party shall, so long as this violation persists, be released from the obligation to ensure the immunity of the property concerned. Nevertheless, whenever possible, the latter Party shall first request the cessation of such violation within a reasonable time.

2. Apart from the case provided for in paragraph 1 of the present Article, immunity shall be withdrawn from cultural property under special protection only in exceptional cases of unavoidable military necessity, and only for such time as that necessity continues. Such necessity can be established only by the officer commanding a force the equivalent of a division in size or larger. Whenever circumstances permit, the opposing Party shall be notified, a reasonable time in advance, of the decision to withdraw immunity.

3. The Party withdrawing immunity shall, as soon as possible, so inform the Commissioner-General for cultural property provided for in the Regulations for the execution of the Convention, in writing, stating the reasons.

CHAPTER III

Transport of cultural property

Article 12

Transport under special protection

1. Transport exclusively engaged in the transfer of cultural property, whether within a territory or to another territory, may, at the

territoire, peut, à la demande de la Haute Partie contractante intéressée, se faire sous protection spéciale, dans les conditions prévues au Règlement d'exécution.

2. Le transport sous protection spéciale est réalisé sous la surveillance de caractère international prévue au Règlement d'exécution et muni du signe distinctif défini à l'article 16.

3. Les Hautes Parties contractantes s'interdisent tout acte d'hostilité à l'égard d'un transport sous protection spéciale.

Article 13

Transport en cas d'urgence

1. Si une Haute Partie contractante estime que la sécurité de certains biens culturels exige leur transfert et qu'il y a une urgence telle que la procédure prévue à l'article 12 ne peut pas être suivie, notamment au début d'un conflit armé, le transport peut être muni du signe distinctif défini à l'article 16, à moins qu'il n'ait fait l'objet d'une demande d'immunité au sens de l'article 12 et que ladite demande n'ait été refusée. Autant que possible, notification du transport doit être faite aux Parties adverses. Un transport vers le territoire d'un autre pays ne peut en aucun cas être muni du signe distinctif si l'immunité ne lui a pas été accordée expressément.

2. Les Hautes Parties contractantes prendront, dans la mesure du possible, les précautions nécessaires pour que les transports prévus au premier paragraphe du présent article et munis du signe distinctif soient protégés contre des actes d'hostilité dirigés contre eux.

Article 14

Immunité de saisie, de capture et de prise

1. Jouissent de l'immunité de saisie, de capture et de prise:

a) les biens culturels bénéficiant de la protection prévue à l'article 12 ou de celle prévue à l'article 13;

b) les moyens de transport exclusivement affectés au transfert de ces biens.

2. Rien dans le présent article ne limite le droit de visite et de contrôle.

CHAPITRE IV

Du personnel

Article 15

Personnel

Le personnel affecté à la protection des biens culturels doit, dans la mesure compatible avec les exigences de la sécurité, être respecté

request of the High Contracting Party concerned, take place under special protection in accordance with the conditions specified in the Regulations for the execution of the Convention.

2. Transport under special protection shall take place under the international supervision provided for in the aforesaid Regulations and shall display the distinctive emblem described in Article 16.

3. The High Contracting Parties shall refrain from any act of hostility directed against transport under special protection.

Article 13

Transport in urgent cases

1. If a High Contracting Party considers that the safety of certain cultural property requires its transfer and that the matter is of such urgency that the procedure laid down in Article 12 cannot be followed, especially at the beginning of an armed conflict, the transport may display the distinctive emblem described in Article 16, provided that an application for immunity referred to in Article 12 has not already been made and refused. As far as possible, notification of transfer should be made to the opposing Parties. Nevertheless, transport conveying cultural property to the territory of another country may not display the distinctive emblem unless immunity has been expressly granted to it.

2. The High Contracting Parties shall take, so far as possible, the necessary precautions to avoid acts of hostility directed against the transport described in paragraph 1 of the present Article and displaying the distinctive emblem.

Article 14

Immunity from seizure, capture and prize

1. Immunity from seizure, placing in prize, or capture shall be granted to:

(a) cultural property enjoying the protection provided for in Article 12 or that provided for in Article 13;

(b) the means of transport exclusively engaged in the transfer of such cultural property.

2. Nothing in the present Article shall limit the right of visit and search.

CHAPTER IV

Personnel

Article 15

Personnel

As far as is consistent with the interests of security, personnel engaged in the protection of cultural property shall, in the interests

dans l'intérêt de ces biens et, s'il tombe aux mains de la partie adverse, pouvoir continuer à exercer ses fonctions lorsque les biens culturels dont il a la charge tombent également entre les mains de la partie adverse.

CHAPITRE V

Du signe distinctif

Article 16

Signe de la Convention

1. Le signe distinctif de la Convention consiste en un écu, pointu en bas, écartelé en sautoir de bleu-roi et de blanc (un écusson formé d'un carré bleu-roi dont un des angles s'inscrit dans la pointe de l'écusson, et d'un triangle bleu-roi au-dessus du carré, les deux délimitant un triangle blanc de chaque côté).

2. Le signe est employé isolé ou répété trois fois en formation triangulaire (un signe en bas), dans les conditions prévues à l'article 17.

Article 17

Usage du signe

1. Le signe distinctif répété trois fois ne peut être employé que pour:

- a) les biens culturels immeubles sous protection spéciale;
- b) les transports de biens culturels, dans les conditions prévues aux articles 12 et 13;
- c) les refuges improvisés, dans les conditions prévues au Règlement d'exécution.

2. Le signe distinctif ne peut être employé isolé que pour:

- a) des biens culturels qui ne sont pas sous protection spéciale;
- b) les personnes chargées de fonctions de contrôle conformément au Règlement d'exécution;
- c) le personnel affecté à la protection des biens culturels;
- d) les cartes d'identité prévues au Règlement d'exécution.

3. Lors d'un conflit armé, il est interdit d'employer le signe distinctif dans des cas autres que ceux mentionnés aux paragraphes précédents du présent article ou d'employer à un usage quelconque un signe ressemblant au signe distinctif.

4. Le signe distinctif ne peut être placé sur un bien culturel immeuble sans que soit apposée en même temps une autorisation dûment datée et signée par l'autorité compétente de la Haute Partie contractante.

of such property, be respected and, if they fall into the hands of the opposing Party, shall be allowed to continue to carry out their duties whenever the cultural property for which they are responsible has also fallen into the hands of the opposing Party.

CHAPTER V

The distinctive emblem

Article 16

Emblem of the Convention

1. The distinctive emblem of the Convention shall take the form of a shield, pointed below, per saltire blue and white (a shield consisting of a royal-blue square, one of the angles of which forms the point of the shield, and of a royal-blue triangle above the square, the space on either side being taken up by a white triangle).

2. The emblem shall be used alone, or repeated three times in a triangular formation (one shield below), under the conditions provided for in Article 17.

Article 17

Use of the emblem

1. The distinctive emblem repeated three times may be used only as a means of identification of:

- (a) immovable cultural property under special protection;
- (b) the transport of cultural property under the conditions provided for in Articles 12 and 13;
- (c) improvised refuges, under the conditions provided for in the Regulations for the execution of the Convention.

2. The distinctive emblem may be used alone only as a means of identification of:

- (a) cultural property not under special protection;
- (b) the persons responsible for the duties of control in accordance with the Regulations for the execution of the Convention;
- (c) the personnel engaged in the protection of cultural property;
- (d) the identity cards mentioned in the Regulations for the execution of the Convention.

3. During an armed conflict, the use of the distinctive emblem in any other cases than those mentioned in the preceding paragraphs of the present Article, and the use for any purpose whatever of a sign resembling the distinctive emblem, shall be forbidden.

4. The distinctive emblem may not be placed on any immovable cultural property unless at the same time there is displaced an authorization duly dated and signed by the competent authority of the High Contracting Party.

CHAPITRE VI

Du champ d'application de la Convention

Article 18

Application de la Convention

1. En dehors des dispositions qui doivent entrer en vigueur dès le temps de paix, la présente Convention s'appliquera en cas de guerre déclarée ou de tout autre conflit armé surgissant entre deux ou plusieurs des Hautes Parties contractantes, même si l'état de guerre n'est pas reconnu par une ou plusieurs d'entre Elles.

2. La Convention s'appliquera également dans tous les cas d'occupation de tout ou partie du territoire d'une Haute Partie contractante, même si cette occupation ne rencontre aucune résistance militaire.

3. Si l'une des Puissances en conflit n'est pas partie à la présente Convention, les Puissances parties à celle-ci resteront néanmoins liées par elle dans leurs rapports réciproques. Elles seront liées en outre par la Convention envers ladite Puissance, si celle-ci a déclaré en accepter les dispositions et tant qu'elle les applique.

Article 19

Conflits de caractère non international

1. En cas de conflit armé ne présentant pas un caractère international et surgissant sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, chacune des parties au conflit sera tenue d'appliquer au moins les dispositions de la présente Convention qui ont trait au respect des biens culturels.

2. Les parties au conflit s'efforceront de mettre en vigueur par voie d'accords spéciaux tout ou partie des autres dispositions de la présente Convention.

3. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture peut offrir ses services aux parties au conflit.

4. L'application des dispositions qui précèdent n'aura pas d'effet sur le statut juridique des parties au conflit.

CHAPITRE VII

De l'exécution de la Convention

Article 20

Règlement d'exécution

Les modalités d'application de la présente Convention sont déterminées dans le Règlement d'exécution qui en est partie intégrante.

CHAPTER VI

Scope of application of the Convention

Article 18

Application of the Convention

1. Apart from the provisions which shall take effect in time of peace, the present Convention shall apply in the event of declared war or of any other armed conflict which may arise between two or more of the High Contracting Parties, even if the state of war is not recognized by one or more of them.

2. The Convention shall also apply to all cases of partial or total occupation of the territory of a High Contracting Party, even if the said occupation meets with no armed resistance.

3. If one of the Powers in conflict is not a Party to the present Convention, the Powers which are Parties thereto shall nevertheless remain bound by it in their mutual relations. They shall furthermore be bound by the Convention, in relation to the said Power, if the latter has declared that it accepts the provisions thereof and so long as it applies them.

Article 19

Conflicts not of an international character

1. In the event of an armed conflict not of an international character occurring within the territory of one of the High Contracting Parties, each party to the conflict shall be bound to apply, as a minimum, the provisions of the present Convention which relate to respect for cultural property.

2. The parties to the conflict shall endeavour to bring into force, by means of special agreements, all or part of the other provisions of the present Convention.

3. The United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization may offer its services to the parties to the conflict.

4. The application of the preceding provisions shall not affect the legal status of the parties to the conflict.

CHAPTER VII

Execution of the Convention

Article 20

Regulations for the execution of the Convention

The procedure by which the present Convention is to be applied is defined in the Regulations for its execution, which constitute an integral part thereof.

Article 21

Puissances protectrices

La présente Convention et son Règlement d'exécution sont appliqués avec le concours des Puissances protectrices chargées de sauvegarder les intérêts des Parties au conflit.

Article 22

Procédure de conciliation

1. Les Puissances protectrices prêtent leurs bons offices dans tous les cas où elles le jugent utile dans l'intérêt des biens culturels, notamment s'il y a désaccord entre les Parties au conflit sur l'application ou l'interprétation des dispositions de la présente Convention ou de son Règlement d'exécution.

2. A cet effet, chacune des Puissances protectrices peut, sur l'invitation d'une Partie, du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, ou spontanément, proposer aux Parties au conflit une réunion de leurs représentants et, en particulier, des autorités chargées de la protection des biens culturels, éventuellement sur un territoire neutre convenablement choisi. Les Parties au conflit sont tenues de donner suite aux propositions de réunion qui leur sont faites. Les Puissances protectrices proposent à l'agrément des Parties au conflit une personnalité appartenant à une Puissance neutre, ou présentée par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, qui est appelée à participer à cette réunion en qualité de président.

Article 23

Concours de l'U.N.E.S.C.O.

1. Les Hautes Parties contractantes peuvent faire appel au concours technique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture en vue de l'organisation de la protection de leurs biens culturels, ou à propos de tout autre problème dérivant de l'application de la présente Convention et de son Règlement d'exécution. L'Organisation accorde ce concours dans les limites de son programme et de ses possibilités.

2. L'Organisation est habilitée à faire de sa propre initiative des propositions à ce sujet aux Hautes Parties contractantes.

Article 24

Accords spéciaux

1. Les Hautes Parties contractantes peuvent conclure des accords spéciaux sur toute question qu'il leur paraît opportun de régler séparément.

Article 21

Protecting powers

The present Convention and the Regulations for its execution shall be applied with the co-operation of the Protecting Powers responsible for safeguarding the interests of the Parties to the conflict.

Article 22

Conciliation procedure

1. The Protecting Powers shall lend their good offices in all cases where they may deem it useful in the interests of cultural property, particularly if there is disagreement between the Parties to the conflict as to the application or interpretation of the provisions of the present Convention or the Regulations for its execution.

2. For this purpose, each of the Protecting Powers may, either at the invitation of one Party, of the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, or on its own initiative, propose to the Parties to the conflict a meeting of their representatives, and in particular of the authorities responsible for the protection of cultural property, if considered appropriate on suitably chosen neutral territory. The Parties to the conflict shall be bound to give effect to the proposals for meeting made to them. The Protecting Powers shall propose for approval by the Parties to the conflict a person belonging to a neutral Power or a person presented by the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, which person shall be invited to take part in such a meeting in the capacity of Chairman.

Article 23

Assistance of U.N.E.S.C.O.

1. The High Contracting Parties may call upon the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization for technical assistance in organizing the protection of their cultural property, or in connexion with any other problem arising out of the application of the present Convention or the Regulations for its execution. The Organization shall accord such assistance within the limits fixed by its programme and by its resources.

2. The Organization is authorized to make, on its own initiative, proposals on this matter to the High Contracting Parties.

Article 24

Special agreements

1. The High Contracting Parties may conclude special agreements for all matters concerning which they deem it suitable to make separate provision.

2. Il ne peut être conclu aucun accord spécial diminuant la protection assurée par la présente Convention aux biens culturels et au personnel qui leur est affecté.

Article 25

Diffusion de la Convention

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à diffuser le plus largement possible, en temps de paix et en temps de conflit armé, le texte de la présente Convention et de son Règlement d'exécution dans leurs pays respectifs. Elles s'engagent notamment à en incorporer l'étude dans les programmes d'instruction militaire et, si possible, civile, de telle manière que les principes en puissent être connus de l'ensemble de la population, en particulier des forces armées et du personnel affecté à la protection des biens culturels.

Article 26

Traductions et rapports

1. Les Hautes Parties contractantes se communiquent par l'intermédiaire du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, les traductions officielles de la présente Convention et de son Règlement d'exécution.

2. En outre, au moins une fois tous les quatre ans, Elles adressent au Directeur général un rapport donnant les renseignements qu'Elles jugent opportuns sur les mesures prises, préparées ou envisagées par leurs administrations respectives en application de la présente Convention et de son Règlement d'exécution.

Article 27

Réunions

1. Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture peut, avec l'approbation du Conseil exécutif, convoquer des réunions de représentants des Hautes Parties contractantes. Il est tenu de le faire si un cinquième au moins des Hautes Parties contractantes le demandent.

2. Sans préjudice de toutes autres fonctions qui lui sont conférées par la présente Convention ou son Règlement d'exécution, la réunion a pour attributions d'étudier les problèmes relatifs à l'application de la Convention et de son Règlement d'exécution, et de formuler des recommandations à ce propos.

3. La réunion peut en outre procéder à la révision de la Convention ou de son Règlement d'exécution si la majorité des Hautes Parties contractantes se trouve représentée, et conformément aux dispositions de l'article 39.

2. No special agreement may be concluded which would diminish the protection afforded by the present Convention to cultural property and to the personnel engaged in its protection.

Article 25

Dissemination of the Convention

The High Contracting Parties undertake, in time of peace as in time of armed conflict, to disseminate the text of the present Convention and the Regulations for its execution as widely as possible in their respective countries. They undertake, in particular, to include the study thereof in their programmes of military and, if possible, civilian training, so that its principles are made known to the whole population, especially the armed forces and personnel engaged in the protection of cultural property.

Article 26

Translations, reports

1. The High Contracting Parties shall communicate to one another, through the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, the official translations of the present Convention and of the Regulations for its execution.

2. Furthermore, at least once every four years, they shall forward to the Director-General a report giving whatever information they think suitable concerning any measures being taken, prepared or contemplated by their respective administrations in fulfilment of the present Convention and of the Regulations for its execution.

Article 27

Meetings

1. The Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization may, with the approval of the Executive Board, convene meetings of representatives of the High Contracting Parties. He must convene such a meeting if at least one fifth of the High Contracting Parties so request.

2. Without prejudice to any other functions which have been conferred on it by the present Convention or the Regulations for its execution, the purpose of the meeting will be to study problems concerning the application of the Convention and of the Regulations for its execution, and to formulate recommendations in respect thereof.

3. The meeting may further undertake a revision of the Convention or the Regulations for its execution if the majority of the High Contracting Parties are represented, and in accordance with the provisions of Article 39.

Article 28

Sanctions

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre, dans le cadre de leur système de droit pénal, toutes mesures nécessaires pour que soient recherchées et frappées de sanctions pénales ou disciplinaires les personnes, quelle que soit leur nationalité, qui ont commis ou donné l'ordre de commettre une infraction à la présente Convention.

Dispositions finales

Article 29

Langues

1. La présente Convention est établie en anglais, en espagnol, en français et en russe, les quatre textes faisant également foi.

2. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture fera établir des traductions dans les autres langues officielles de sa Conférence générale.

Article 30

Signature

La présente Convention portera la date du 14 mai 1954 et restera ouverte jusqu'à la date du 31 décembre 1954 à la signature de tous les Etats invités à la Conférence qui s'est réunie à La Haye du 21 avril 1954 au 14 mai 1954.

Article 31

Ratification

1. La présente Convention sera soumise à la ratification des Etats signataires conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

2. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Article 32

Adhésion

A dater du jour de son entrée en vigueur, la présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tous les Etats visés à l'article 30, non signataires, de même qu'à celle de tout autre Etat invité à y adhérer par le Conseil exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Article 28

Sanctions

The High Contracting Parties undertake to take, within the framework of their ordinary criminal jurisdiction, all necessary steps to prosecute and impose penal or disciplinary sanctions upon those persons, of whatever nationality, who commit or order to be committed a breach of the present Convention.

Final provisions

Article 29

Languages

1. The present Convention is drawn up in English, French, Russian and Spanish, the four texts being equally authoritative.

2. The United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization shall arrange for translations of the Convention into the other official languages of its General Conference.

Article 30

Signature

The present Convention shall bear the date of 14 May, 1954 and, until the date of 31 December, 1954, shall remain open for signature by all States invited to the Conference which met at The Hague from 21 April, 1954 to 14 May, 1954.

Article 31

Ratification

1. The present Convention shall be subject to ratification by signatory States in accordance with their respective constitutional procedures.

2. The instruments of ratification shall be deposited with the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

Article 32

Accession

From the date of its entry into force, the present Convention shall be open for accession by all States mentioned in Article 30 which have not signed it, as well as any other State invited to accede by the Executive Board of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization. Accession shall be effected by the deposit of an instrument of accession with the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

Article 33

Entrée en vigueur

1. La présente Convention entrera en vigueur trois mois après que cinq instruments de ratification auront été déposés.
2. Ultérieurement, elle entrera en vigueur, pour chaque Haute Partie contractante, trois mois après le dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.
3. Les situations prévues aux articles 18 et 19 donneront effet immédiat aux ratifications et aux adhésions déposées par les Parties au conflit avant ou après le début des hostilités ou de l'occupation. Dans ces cas le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture fera, par la voie la plus rapide, les communications prévues à l'article 38.

Article 34

Mise en application effective

1. Les Etats parties à la Convention à la date de son entrée en vigueur prendront, chacun en ce qui le concerne, toutes les mesures requises pour sa mise en application effective dans un délai de six mois.
2. Ce délai sera de six mois à compter du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion, pour tous les Etats qui déposeront leur instrument de ratification ou d'adhésion après la date d'entrée en vigueur de la Convention.

Article 35

Extension territoriale de la Convention

Toute Haute Partie contractante pourra, au moment de la ratification ou de l'adhésion, ou à tout moment ultérieur, déclarer par une notification adressée au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, que la présente Convention s'étendra à l'ensemble ou à l'un quelconque des territoires dont elle assure les relations internationales. Ladite notification prendra effet trois mois après la date de sa réception.

Article 36

Relation avec les Conventions antérieures

1. Dans les rapports entre Puissances qui sont liées par les Conventions de La Haye concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre (IV) et concernant le bombardement par des forces navales en temps de guerre (IX), qu'il s'agisse de celles du 29 juillet 1899 ou de celles du 18 octobre 1907, et qui sont Parties à la présente Convention, cette dernière complétera la susdite Convention (IX) et

Article 33

Entry into force

1. The present Convention shall enter into force three months after five instruments of ratification have been deposited.
2. Thereafter, it shall enter into force, for each High Contracting Party, three months after the deposit of its instrument of ratification or accession.
3. The situations referred to in Articles 18 and 19 shall give immediate effect to ratifications or accessions deposited by the Parties to the conflict either before or after the beginning of hostilities or occupation. In such cases the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization shall transmit the communications referred to in Article 38 by the speediest method.

Article 34

Effective application

1. Each State Party to the Convention on the date of its entry into force shall take all necessary measures to ensure its effective application within a period of six months after such entry into force.
2. This period shall be six months from the date of deposit of the instruments of ratification or accession for any State which deposits its instrument of ratification or accession after the date of the entry into force of the Convention.

Article 35

Territorial extension of the Convention

Any High Contracting Party may, at the time of ratification or accession, or at any time thereafter, declare by notification addressed to the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, that the present Convention shall extend to all or any of the territories for whose international relations it is responsible. The said notification shall take effect three months after the date of its receipt.

Article 36

Relation to previous Conventions

1. In the relations between Powers which are bound by the Conventions of The Hague concerning the Laws and Customs of War on Land (IV) and concerning Naval Bombardment in Time of War (IX), whether those of 29 July, 1899 or those of 18 October, 1907, and which are Parties to the present Convention, this last Convention shall be supplementary to the aforementioned Con-

le Règlement annexé à la susdite Convention (IV) et remplacera le signe défini à l'article 5 de la susdite Convention (IX) par le signe défini à l'article 16 de la présente Convention pour les cas dans lesquels celle-ci et son Règlement d'exécution prévoient l'emploi de ce signe distinctif.

2. Dans les rapports entre Puissances liées par le Pacte de Washington du 15 avril 1935 pour la protection d'institutions artistiques et scientifiques et de monuments historiques (Pacte Roerich) et qui sont Parties à la présente Convention, cette dernière complétera le Pacte Roerich et remplacera le drapeau distinctif défini à l'Article III du Pacte par le signe défini à l'article 16 de la présente Convention, pour les cas dans lesquels celle-ci et son Règlement d'exécution prévoient l'emploi de ce signe distinctif.

Article 37

Dénonciation

1. Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté de dénoncer la présente Convention en son nom propre ou au nom de tout territoire dont elle assure les relations internationales.

2. La dénonciation sera notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

3. La dénonciation prendra effet une année après réception de l'instrument de dénonciation. Si toutefois, au moment de l'expiration de cette année, la Partie dénonçante se trouve impliquée dans un conflit armé, l'effet de la dénonciation demeurera suspendu jusqu'à la fin des hostilités et en tout cas aussi longtemps que les opérations de rapatriement des biens culturels ne seront pas terminées.

Article 38

Notifications

Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture informera les Etats visés aux articles 30 et 32, ainsi que l'Organisation des Nations Unies, du dépôt de tous les instruments de ratification, d'adhésion ou d'acceptation mentionnés aux articles 31, 32 et 39, de même que des notifications et dénonciations respectivement prévues aux articles 35, 37 et 39.

Article 39

Revision de la Convention et de son Règlement d'exécution

1. Chacune des Hautes Parties contractantes peut proposer des amendements à la présente Convention et à son Règlement d'exé-

vention (IX) and to the Regulations annexed to the aforementioned Convention (IV) and shall substitute for the emblem described in Article 5 of the aforementioned Convention (IX) the emblem described in Article 16 of the present Convention, in cases in which the present Convention and the Regulations for its execution provide for the use of this distinctive emblem.

2. In the relations between Powers which are bound by the Washington Pact of 15 April, 1935 for the Protection of Artistic and Scientific Institutions and of Historic Monuments (Roerich Pact) and which are Parties to the present Convention, the latter Convention shall be supplementary to the Roerich Pact and shall substitute for the distinguishing flag described in Article III of the Pact the emblem defined in Article 16 of the present Convention, in cases in which the present Convention and the Regulations for its execution provide for the use of this distinctive emblem.

Article 37

Denunciation

1. Each High Contracting Party may denounce the present Convention, on its own behalf, or on behalf of any territory for whose international relations it is responsible.

2. The denunciation shall be notified by an instrument in writing, deposited with the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

3. The denunciation shall take effect one year after the receipt of the instrument of denunciation. However, if, on the expiry of this period, the denouncing Party is involved in an armed conflict, the denunciation shall not take effect until the end of hostilities, or until the operations of repatriating cultural property are completed, whichever is the later.

Article 38

Notifications

The Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization shall inform the States referred to in Articles 30 and 32, as well as the United Nations, of the deposit of all the instruments of ratification, accession or acceptance provided for in Articles 31, 32 and 39 and of the notifications and denunciations provided for respectively in Articles 35, 37 and 39.

Article 39

Revision of the Convention and of the Regulations for its execution

1. Any High Contracting Party may propose amendments to the present Convention or the Regulations for its execution. The text of

cution. Tout amendement ainsi proposé sera communiqué au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, qui en transmettra le texte à toutes les Hautes Parties contractantes auxquelles il demandera en même temps de faire connaître dans les quatre mois:

a) si Elles désirent qu'une conférence soit convoquée pour étudier l'amendement proposé;

b) ou si Elles sont d'avis d'accepter l'amendement proposé sans qu'une conférence se réunisse;

c) ou si Elles sont d'avis de rejeter l'amendement proposé sans la convocation d'une conférence.

2. Le Directeur général transmettra les réponses reçues en application du premier paragraphe du présent article à toutes les Hautes Parties contractantes.

3. Si toutes les Hautes Parties contractantes qui ont, dans le délai prévu, fait connaître leurs vues au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture conformément à l'alinéa b) du paragraphe premier du présent article, informent le Directeur général qu'Elles sont d'avis d'adopter l'amendement sans qu'une conférence se réunisse, notification de leur décision sera faite par le Directeur général conformément à l'article 38. L'amendement prendra effet, à l'égard de toutes les Hautes Parties contractantes, dans un délai de 90 jours à dater de cette notification.

4. Le Directeur général convoquera une conférence des Hautes Parties contractantes en vue d'étudier l'amendement proposé, si la demande lui en est faite par plus d'un tiers des Hautes Parties contractantes.

5. Les amendements à la Convention ou à son Règlement d'exécution soumis à la procédure prévue au paragraphe précédent n'entreront en vigueur qu'après avoir été adoptés à l'unanimité par les Hautes Parties contractantes représentées à la conférence et avoir été acceptés par chacune des Hautes Parties contractantes.

6. L'acceptation par les Hautes Parties contractantes des amendements à la Convention ou à son Règlement d'exécution qui auront été adoptés par la conférence visée aux paragraphes 4 et 5, s'effectuera par le dépôt d'un instrument formel auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

7. Après l'entrée en vigueur d'amendements à la présente Convention ou à son Règlement d'exécution, seul le texte ainsi modifié de ladite Convention ou de son Règlement d'exécution restera ouvert à la ratification ou à l'adhésion.

any proposed amendment shall be communicated to the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization who shall transmit it to each High Contracting Party with the request that such Party reply within four months stating whether it:

(a) desires that a Conference be convened to consider the proposed amendment;

(b) favours the acceptance of the proposed amendment without a Conference; or

(c) favours the rejection of the proposed amendment without a Conference.

2. The Director-General shall transmit the replies, received under paragraph 1 of the present Article, to all High Contracting Parties.

3. If all the High Contracting Parties which have, within the prescribed time-limit, stated their views to the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, pursuant to paragraph 1 (b) of this Article, inform him that they favour acceptance of the amendment without a Conference, notification of their decision shall be made by the Director-General in accordance with Article 38. The amendment shall become effective for all the High Contracting Parties on the expiry of ninety days from the date of such notification.

4. The Director-General shall convene a Conference of the High Contracting Parties to consider the proposed amendment if requested to do so by more than one-third of the High Contracting Parties.

5. Amendments to the Convention or to the Regulations for its execution, dealt with under the provisions of the preceding paragraph, shall enter into force only after they have been unanimously adopted by the High Contracting Parties represented at the Conference and accepted by each of the High Contracting Parties.

6. Acceptance by the High Contracting Parties of amendments to the Convention or to the Regulations for its execution, which have been adopted by the Conference mentioned in paragraphs 4 and 5, shall be effected by the deposit of a formal instrument with the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

7. After the entry into force of amendments to the present Convention or to the Regulations for its execution, only the text of the Convention or of the Regulations for its execution thus amended shall remain open for ratification or accession.

Article 40

Enregistrement

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

En foi de quoi les soussignés dûment autorisés ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le 14 mai 1954, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, et dont des copies certifiées conformes seront remises à tous les Etats visés aux articles 30 et 32, ainsi qu'à l'Organisation des Nations Unies.

Article 40

Registration

In accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations, the present Convention shall be registered with the Secretariat of the United Nations at the request of the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

In faith whereof the undersigned, duly authorized, have signed the present Convention.

Done at The Hague, this fourteenth day of May, 1954, in a single copy which shall be deposited in the archives of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, and certified true copies of which shall be delivered to all the States referred to in Articles 30 and 32 as well as to the United Nations.

**Règlement d'exécution de la Convention pour la protection
des biens culturels en cas de conflit armé**

CHAPITRE PREMIER

Du contrôle

Article premier

Liste internationale de personnalités

Dès l'entrée en vigueur de la Convention, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture établit une liste internationale composée de toutes les personnalités désignées par les Hautes Parties contractantes comme étant aptes à remplir les fonctions de Commissaire général aux biens culturels. Cette liste fera l'objet de révisions périodiques, sur l'initiative du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, d'après les demandes formulées par les Hautes Parties contractantes.

Article 2

Organisation du contrôle

Dès qu'une Haute Partie contractante est engagée dans un conflit armé auquel s'applique l'article 18 de la Convention:

a) Elle nomme un représentant pour les biens culturels situés sur son territoire; si Elle occupe un autre territoire, Elle est tenue de nommer un représentant spécial pour les biens culturels qui s'y trouvent;

b) la Puissance protectrice de chaque Partie adverse de cette Haute Partie contractante nomme des délégués auprès de cette dernière, conformément à l'article 3 ci-après;

c) il est nommé, auprès de cette Haute Partie contractante, un Commissaire général aux biens culturels, conformément à l'article 4 ci-après.

Article 3

Désignation des délégués des puissances protectrices

La Puissance protectrice désigne ses délégués parmi les membres de son personnel diplomatique ou consulaire ou, avec l'agrément de la Partie auprès de laquelle s'exercera leur mission, parmi d'autres personnes.

Article 4

Désignation du Commissaire général

1. Le Commissaire général aux biens culturels est choisi d'un commun accord, sur la liste internationale de personnalités, par la

**Regulations for the Execution of the Convention for the Protection
of Cultural Property in the Event of Armed Conflict**

CHAPTER I

Control

Article 1

International list of persons

On the entry into force of the Convention, the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization shall compile an international list consisting of all persons nominated by the High Contracting Parties as qualified to carry out the functions of Commissioner-General for Cultural Property. On the initiative of the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, this list shall be periodically revised on the basis of requests formulated by the High Contracting Parties.

Article 2

Organization of control

As soon as any High Contracting Party is engaged in an armed conflict to which Article 18 of the Convention applies:

(a) It shall appoint a representative for cultural property situated in its territory; if it is in occupation of another territory, it shall appoint a special representative for cultural property situated in that territory;

(b) The Protecting Power acting for each of the Parties in conflict with such High Contracting Party shall appoint delegates accredited to the latter in conformity with Article 3 below;

(c) A commissioner-General for Cultural Property shall be appointed to such High Contracting Party in accordance with Article 4.

Article 3

Appointment of delegates of Protecting Powers

The Protecting Power shall appoint its delegates from among the members of its diplomatic or consular staff or, with the approval of the Party to which they will be accredited, from among other persons.

Article 4

Appointment of Commissioner-General

1. The Commissioner-General for Cultural Property shall be chosen from the international list of persons by joint agreement

Partie auprès de laquelle s'exercera sa mission et par les Puissances protectrices des Parties adverses.

2. Si les Parties ne se mettent pas d'accord dans les trois semaines qui suivent l'ouverture de leurs pourparlers sur ce point, Elles demandent au Président de la Cour internationale de Justice de désigner le Commissaire général, qui n'entrera en fonctions qu'après avoir obtenu l'agrément de la Partie auprès de laquelle il devra exercer sa mission.

Article 5

Attributions des délégués

Les délégués des Puissances protectrices constatent les violations de la Convention, font enquête, avec le consentement de la Partie auprès de laquelle ils exercent leur mission, sur les circonstances dans lesquelles elles se sont produites, effectuent des démarches sur place afin de les faire cesser et, en cas de besoin, en saisissent le Commissaire général. Ils le tiennent au courant de leur activité.

Article 6

Attributions du Commissaire général

1. Le Commissaire général aux biens culturels traite, avec le représentant de la Partie auprès de laquelle il exerce sa mission et avec les délégués intéressés, les questions dont il est saisi au sujet de l'application de la Convention.

2. Il a pouvoir de décision et de nomination dans les cas prévus au présent Règlement.

3. Avec l'agrément de la Partie auprès de laquelle il exerce sa mission, il a le droit d'ordonner une enquête ou de la diriger lui-même.

4. Il fait, auprès des Parties au conflit ou de leurs Puissances protectrices, toutes démarches qu'il juge utiles pour l'application de la Convention.

5. Il établit les rapports nécessaires sur l'application de la Convention et les communique aux Parties intéressées ainsi qu'à leurs Puissances protectrices. Il en remet des copies au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, qui ne pourra faire usage que de leurs données techniques.

6. Lorsqu'il n'existe pas de Puissance protectrice, le Commissaire général exerce les fonctions attribuées à la Puissance protectrice par les articles 21 et 22 de la Convention.

between the Party to which he will be accredited and the Protecting Powers acting on behalf of the opposing Parties.

2. Should the Parties fail to reach agreement within three weeks from the beginning of their discussions on this point, they shall request the President of the International Court of Justice to appoint the Commissioner-General, who shall not take up his duties until the Party to which he is accredited has approved his appointment.

Article 5

Functions of delegates

The delegates of the Protecting Powers shall take note of violations of the Convention, investigate, with the approval of the Party to which they are accredited, the circumstances in which they have occurred, make representations locally to secure their cessation and, if necessary, notify the Commissioner-General of such violations. They shall keep him informed of their activities.

Article 6

Functions of the Commissioner-General

1. The Commissioner-General for Cultural Property shall deal with all matters referred to him in connexion with the application of the Convention, in conjunction with the representative of the Party to which he is accredited and with the delegates concerned.

2. He shall have powers of decision and appointment in the cases specified in the present Regulations.

3. With the agreement of the Party to which he is accredited, he shall have the right to order an investigation or to conduct it himself.

4. He shall make any representations to the Parties to the conflict or to their Protecting Powers which he deems useful for the application of the Convention.

5. He shall draw up such reports as may be necessary on the application of the Convention and communicate them to the Parties concerned and to their Protecting Powers. He shall send copies to the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, who may make use only of their technical contents.

6. If there is no Protecting Power, the Commissioner-General shall exercise the functions of the Protecting Power as laid down in Articles 21 and 22 of the Convention.

Article 7

Inspecteurs et experts

1. Chaque fois que le Commissaire général aux biens culturels, sur demande ou après consultation des délégués intéressés, le juge nécessaire, il propose à l'agrément de la Partie auprès de laquelle il exerce sa mission une personne en qualité d'inspecteur aux biens culturels chargé d'une mission déterminée. Un inspecteur n'est responsable qu'envers le Commissaire général.

2. Le Commissaire général, les délégués et les inspecteurs peuvent recourir aux services d'experts, qui seront également proposés à l'agrément de la Partie mentionnée au paragraphe précédent.

Article 8

Exercice de la mission de contrôle

Les Commissaires généraux aux biens culturels, les délégués des Puissances protectrices, les inspecteurs et les experts ne doivent en aucun cas sortir des limites de leur mission. Ils doivent notamment tenir compte des nécessités de sécurité de la Haute Partie Contractante auprès de laquelle ils exercent leur mission, et avoir égard en toutes circonstances aux exigences de la situation militaire telles que les leur fera connaître ladite Haute Partie Contractante.

Article 9

Substitut des Puissances protectrices

Si une Partie au conflit ne bénéficie pas, ou ne bénéficie plus, de l'activité d'une Puissance protectrice, un Etat neutre peut être sollicité d'assumer les fonctions de Puissance protectrice en vue de la désignation d'un Commissaire général aux biens culturels selon la procédure prévue à l'article 4 ci-dessus. Le Commissaire général ainsi désigné confie éventuellement à des inspecteurs les fonctions de délégués des Puissances protectrices déterminées par le présent Règlement.

Article 10

Frais

La rémunération et les frais du Commissaire général aux biens culturels, des inspecteurs et des experts, sont à la charge de la Partie auprès de laquelle s'exerce leur mission; ceux des délégués des Puissances protectrices font l'objet d'une entente entre Celles-ci et les Etats dont Elles sauvegardent les intérêts.

Article 7

Inspectors and experts

1. Whenever the Commissioner-General for Cultural Property considers it necessary, either at the request of the delegates concerned or after consultation with them, he shall propose, for the approval of the Party to which he is accredited, an inspector of cultural property to be charged with a specific mission. An inspector shall be responsible only to the Commissioner-General.

2. The Commissioner-General, delegates and inspectors may have recourse to the services of experts, who will also be proposed for the approval of the Party mentioned in the preceding paragraph.

Article 8

Discharge of the mission of control

The Commissioners-General for Cultural Property, delegates of the Protecting Powers, inspectors and experts shall in no case exceed their mandates. In particular, they shall take account of the security needs of the High Contracting Party to which they are accredited and shall in all circumstances act in accordance with the requirements of the military situation as communicated to them by that High Contracting Party.

Article 9

Substitutes for Protecting Powers

If a Party to the conflict does not benefit or ceases to benefit from the activities of a Protecting Power, a neutral State may be asked to undertake those functions of a Protecting Power which concern the appointment of a Commissioner-General for Cultural Property in accordance with the procedure laid down in Article 4 above. The Commissioner-General thus appointed shall, if need be, entrust to inspectors the functions of delegates of Protecting Powers as specified in the present Regulations.

Article 10

Expenses

The remuneration and expenses of the Commissioner-General for Cultural Property, inspectors and experts shall be met by the Party to which they are accredited. Remuneration and expenses of delegates of the Protecting Powers shall be subject to agreement between those Powers and the States whose interests they are safeguarding.

CHAPITRE II

De la protection spéciale

Article 11

Refuges improvisés

1. Si une Haute Partie contractante, au cours d'un conflit armé, est amenée par des circonstances imprévues à aménager un refuge improvisé et si Elle désire qu'il soit placé sous protection spéciale, Elle en fait immédiatement communication au Commissaire général qui exerce sa mission auprès d'Elle.

2. Si le Commissaire général est d'avis que les circonstances et l'importance des biens culturels abrités dans ce refuge improvisé justifient une telle mesure, il peut autoriser la Haute Partie contractante à y apposer le signe distinctif défini à l'article 16 de la Convention. Il communique sa décision sans délai aux délégués intéressés des Puissances protectrices, dont chacun peut, dans un délai de 30 jours, ordonner le retrait immédiat du signe.

3. Dès que ces délégués ont signifié leur accord ou si le délai de 30 jours s'écoule sans qu'il y ait opposition de l'un quelconque des délégués intéressés et si le refuge improvisé remplit, selon l'avis du Commissaire général, les conditions prévues à l'article 8 de la Convention, le Commissaire général demande au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture l'inscription du refuge au Registre des biens culturels sous protection spéciale.

Article 12

Registre international des biens culturels sous protection spéciale

1. Il est établi un „Registre international des biens culturels sous protection spéciale”.

2. Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture tient ce registre. Il en remet des doubles au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'aux Hautes Parties contractantes.

3. Le registre est divisé en chapitres, chacun d'eux au nom d'une Haute Partie contractante. Chaque chapitre est divisé en trois paragraphes intitulés respectivement: refuges, centres monumentaux, autres biens culturels immeubles. Le Directeur général arrête les mentions contenues dans chaque chapitre.

CHAPTER II

Special protection

Article 11

Improvised refuges

1. If, during an armed conflict, any High Contracting Party is induced by unforeseen circumstances to set up an improvised refuge and desires that it should be placed under special protection, it shall communicate this fact forthwith to the Commissioner-General accredited to that Party.

2. If the Commissioner-General considers that such a measure is justified by the circumstances and by the importance of the cultural property sheltered in this improvised refuge, he may authorize the High Contracting Party to display on such refuge the distinctive emblem defined in Article 16 of the Convention. He shall communicate his decision without delay to the delegates of the Protecting Powers who are concerned, each of whom may, within a time-limit of 30 days, order the immediate withdrawal of the emblem.

3. As soon as such delegates have signified their agreement or if the time-limit of 30 days has passed without any of the delegates concerned having made an objection, and if, in the view of the Commissioner-General, the refuge fulfils the conditions laid down in Article 8 of the Convention, the Commissioner-General shall request the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization to enter the refuge in the Register of Cultural Property under Special Protection.

Article 12

*International Register of Cultural Property
under Special Protection*

1. An "International Register of Cultural Property under Special Protection" shall be prepared.

2. The Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization shall maintain this Register. He shall furnish copies to the Secretary-General of the United Nations and to the High Contracting Parties.

3. The Register shall be divided into sections, each in the name of a High Contracting Party. Each section shall be sub-divided into three paragraphs, headed: Refuges, Centres containing Monuments, Other Immovable Cultural Property. The Director-General shall determine what details each section shall contain.

Article 13

Demandes d'inscription

1. Chacune des Hautes Parties contractantes peut faire au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, des demandes d'inscription au registre de certains refuges, centres monumentaux ou autres biens culturels immeubles, situés sur son territoire. Elle donne dans ces demandes des indications quant à l'emplacement de ces biens, et certifie que ces derniers remplissent les conditions prévues à l'article 8 de la Convention.

2. En cas d'occupation, la Puissance occupante a la faculté de faire des demandes d'inscription.

3. Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture envoie sans délai une copie des demandes d'inscription à chacune des Hautes Parties contractantes.

Article 14

Opposition

1. Chacune des Hautes Parties contractantes peut faire opposition à l'inscription d'un bien culturel par lettre adressée au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Cette lettre doit être reçue par lui dans un délai de quatre mois à dater du jour où il a expédié copie de la demande d'inscription.

2. Une telle opposition doit être motivée. Les seuls motifs en peuvent être:

a) que le bien n'est pas un bien culturel;

b) que les conditions mentionnées à l'article 8 de la Convention ne sont pas remplies.

3. Le Directeur général envoie sans délai une copie de la lettre d'opposition aux Hautes Parties contractantes. Il prend, le cas échéant, l'avis du Comité international pour les monuments, les sites d'art et d'histoire et les sites de fouilles archéologiques et, en outre, s'il le juge utile, de tout autre organisme ou personnalité qualifiés.

4. Le Directeur général, ou la Haute Partie contractante qui a demandé l'inscription, peut faire toutes démarches opportunes auprès des Hautes Parties contractantes qui ont formé l'opposition, afin que celle-ci soit rapportée.

5. Si une Haute Partie contractante, après avoir demandé en temps de paix l'inscription d'un bien culturel au registre, se trouve engagée dans un conflit armé avant que l'inscription ait été effectuée, le bien culturel dont il s'agit sera immédiatement inscrit au registre

Article 13

Requests for registration

1. Any High Contracting Party may submit to the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization an application for the entry in the Register of certain refuges, centres containing monuments or other immovable cultural property situated within its territory. Such application shall contain a description of the location of such property and shall certify that the property complies with the provisions of Article 8 of the Convention.

2. In the event of occupation, the Occupying Power shall be competent to make such application.

3. The Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization shall, without delay, send copies of applications for registration to each of the High Contracting Parties.

Article 14

Objections

1. Any High Contracting Party may, by letter addressed to the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, lodge an objection to the registration of cultural property. This letter must be received by him within four months of the day on which he sent a copy of the application for registration.

2. Such objection shall state the reasons giving rise to it, the only valid grounds being that:

(a) the property is not cultural property;

(b) the property does not comply with the conditions mentioned in Article 8 of the Convention.

3. The Director-General shall send a copy of the letter of objection to the High Contracting Parties without delay. He shall, if necessary, seek the advice of the International Committee on Monuments, Artistic and Historical Sites and Archaeological Excavations and also, if he thinks fit, of any other competent organization or person.

4. The Director-General, or the High Contracting Party requesting registration, may make whatever representations they deem necessary to the High Contracting Parties which lodged the objection, with a view to causing the objection to be withdrawn.

5. If a High Contracting Party which has made an application for registration in time of peace becomes involved in an armed conflict before the entry has been made, the cultural property concerned shall at once be provisionally entered in the Register, by the Director-

par le Directeur général, à titre provisoire, en attendant que soit confirmée, rapportée ou annulée toute opposition qui pourra, ou aura pu, être formée.

6. Si, dans un délai de six mois à dater du jour où il a reçu la lettre d'opposition, le Directeur général ne reçoit pas de la Haute Partie contractante qui a formé l'opposition une communication notifiant que celle-ci est rapportée, la Haute Partie contractante qui a fait la demande d'inscription peut recourir à la procédure d'arbitrage prévue au paragraphe suivant.

7. La demande d'arbitrage doit être formulée au plus tard une année après la date à laquelle le Directeur général a reçu la lettre d'opposition. Chacune des Parties au différend désigne un arbitre. Dans le cas où une demande d'inscription a fait l'objet de plus d'une opposition, les Hautes Parties contractantes qui ont formé l'opposition désignent ensemble un arbitre. Les deux arbitres choisissent un surarbitre sur la liste internationale prévue à l'article premier du présent Règlement; s'ils ne peuvent pas s'entendre pour effectuer ce choix, ils demandent au Président de la Cour internationale de Justice de nommer un surarbitre, qui ne doit pas nécessairement être choisi sur la liste internationale. Le tribunal arbitral ainsi formé détermine sa propre procédure; ses décisions sont sans appel.

8. Chacune des Hautes Parties contractantes peut déclarer, au moment où surgit une contestation dans laquelle Elle est partie, qu'Elle ne désire pas appliquer la procédure arbitrale prévue au paragraphe précédent. Dans ce cas, l'opposition à une demande d'inscription est soumise par le Directeur général aux Hautes Parties contractantes. L'opposition n'est confirmée que si les Hautes Parties contractantes en décident ainsi à la majorité des deux tiers des votants. Le vote se fera par correspondance, à moins que le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, jugeant indispensable de convoquer une réunion en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 27 de la Convention, ne procède à cette convocation. Si le Directeur général décide de faire procéder au vote par correspondance, il invitera les Hautes Parties contractantes à lui faire parvenir leur vote sous pli scellé dans un délai de six mois à courir du jour où l'invitation à cet effet leur aura été adressée.

Article 15

Inscription

1. Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture fait inscrire au registre, sous un numéro d'ordre, tout bien culturel pour lequel une demande d'inscription a été faite lorsque cette demande n'a pas, dans le délai

General, pending the confirmation, withdrawal or cancellation of any objection that may be, or may have been, made.

6. If, within a period of six months from the date of receipt of the letter of objection, the Director-General has not received from the High Contracting Party lodging the objection a communication stating that it has been withdrawn, the High Contracting Party applying for registration may request arbitration in accordance with the procedure in the following paragraph.

7. The request for arbitration shall not be made more than one year after the date of receipt by the Director-General of the letter of objection. Each of the two Parties to the dispute shall appoint an arbitrator. When more than one objection has been lodged against an application for registration, the High Contracting Parties which have lodged the objections shall, by common consent, appoint a single arbitrator. These two arbitrators shall select a chief arbitrator from the international list mentioned in Article 1 of the present Regulations. If such arbitrators cannot agree upon their choice, they shall ask the President of the International Court of Justice to appoint a chief arbitrator who need not necessarily be chosen from the international list. The arbitral tribunal thus constituted shall fix its own procedure. There shall be no appeal from its decisions.

8. Each of the High Contracting Parties may declare, whenever a dispute to which it is a Party arises, that it does not wish to apply the arbitration procedure provided for in the preceding paragraph. In such cases, the objection to an application for registration shall be submitted by the Director-General to the High Contracting Parties. The objection will be confirmed only if the High Contracting Parties so decide by a two-third majority of the High Contracting Parties voting. The vote shall be taken by correspondence, unless the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization deems it essential to convene a meeting under the powers conferred upon him by Article 27 of the Convention. If the Director-General decides to proceed with the vote by correspondence, he shall invite the High Contracting Parties to transmit their votes by sealed letter within six months from the day on which they were invited to do so.

Article 15

Registration

1. The Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization shall cause to be entered in the Register, under a serial number, each item of property for which application for registration is made, provided that he has not received

prévu au premier paragraphe de l'article 14, fait l'objet d'une opposition.

2. Dans le cas où une opposition a été formée, et sauf ce que est dit au paragraphe 5 de l'article 14, le Directeur général ne procédera à l'inscription du bien au registre que si l'opposition a été rapportée ou si elle n'a pas été confirmée à la suite de la procédure visée au paragraphe 7 de l'article 14 ou de celle visée au paragraphe 8 du même article.

3. Dans le cas visé au paragraphe 3 de l'article 11, le Directeur général procède à l'inscription sur requête du Commissaire général aux biens culturels.

4. Le Directeur général envoie sans délai au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, aux Hautes Parties contractantes et, sur requête de la Partie ayant fait la demande d'inscription, à tous les autres Etats visés aux articles 30 et 32 de la Convention, une copie certifiée de toute inscription au registre. L'inscription prend effet trente jours après cet envoi.

Article 16

Radiation

1. Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture fait radier l'inscription d'un bien culturel au registre:

a) à la requête de la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle le bien se trouve;

b) si la Haute Partie contractante qui avait demandé l'inscription a dénoncé la Convention et lorsque cette dénonciation est entrée en vigueur;

c) dans le cas prévu au paragraphe 5 de l'article 14, lorsqu'une opposition a été confirmée à la suite de la procédure visée au paragraphe 7 de l'article 14 ou de celle prévue au paragraphe 8 du même article.

2. Le Directeur général envoie sans délai au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et à tous les Etats qui ont reçu copie de l'inscription une copie certifiée de toute radiation au registre. La radiation prend effet trente jours après cet envoi.

CHAPITRE III

Des transports de biens culturels

Article 17

Procédure pour obtenir l'immunité

1. La demande visée au paragraphe premier de l'article 12 de la Convention est adressée au Commissaire général aux biens culturels.

an objection within the time-limit prescribed in paragraph 1 of Article 14.

2. If an objection has been lodged, and without prejudice to the provision of paragraph 5 of Article 14, the Director-General shall enter property in the Register only if the objection has been withdrawn or has failed to be confirmed following the procedures laid down in either paragraph 7 or paragraph 8 of Article 14.

3. Whenever paragraph 3 of Article 11 applies, the Director-General shall enter property in the Register if so requested by the Commissioner-General for Cultural Property.

4. The Director-General shall send without delay to the Secretary-General of the United Nations, to the High Contracting Parties, and, at the request of the Party applying for registration, to all other States referred to in Articles 30 and 32 of the Convention, a certified copy of each entry in the Register. Entries shall become effective thirty days after despatch of such copies.

Article 16

Cancellation

1. The Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization shall cause the registration of any property to be cancelled:

(a) at the request of the High Contracting Party within whose territory the cultural property is situated;

(b) if the High Contracting Party which requested registration has denounced the Convention, and when that denunciation has taken effect;

(c) in the special case provided for in Article 14, paragraph 5, when an objection has been confirmed following the procedures mentioned either in paragraph 7 or in paragraph 8 of Article 14.

2. The Director-General shall send without delay, to the Secretary-General of the United Nations and to all States which received a copy of the entry in the Register, a certified copy of its cancellation. Cancellation shall take effect thirty days after the despatch of such copies.

CHAPTER III

Transport of cultural property

Article 17

Procedure to obtain immunity

1. The request mentioned in paragraph 1 of Article 12 of the Convention shall be addressed to the Commissioner-General for

Elle doit mentionner les raisons qui l'ont suscitée et spécifier le nombre approximatif et l'importance des biens culturels à transférer, l'emplacement actuel de ces biens, leur nouvel emplacement prévu, les moyens de transport, le trajet à suivre, la date envisagée pour le transport et toute autre information utile.

2. Si le Commissaire général, après avoir pris les avis qu'il juge opportuns, estime que ce transfert est justifié, il consulte les délégués intéressés des Puissances protectrices sur les modalités d'exécution envisagées. A la suite de cette consultation, il informe du transport les Parties au conflit intéressées et joint à cette notification toutes informations utiles.

3. Le Commissaire général désigne un ou plusieurs inspecteurs qui s'assurent que le transport contient seulement les biens indiqués dans la demande, qu'il s'effectue selon les modalités approuvées et qu'il est muni du signe distinctif; ce ou ces inspecteurs accompagnent le transport jusqu'au lieu de destination.

Article 18

Transport à l'étranger

Si le transfert sous protection spéciale se fait vers le territoire d'un autre pays, il est régi non seulement par l'article 12 de la Convention et par l'article 17 du présent Règlement, mais encore par les dispositions suivantes:

a) Pendant le séjour des biens culturels sur le territoire d'un autre Etat, celui-ci en sera le dépositaire. Il assurera à ces biens des soins au moins égaux à ceux qu'il donne à ses propres biens culturels d'importance comparable.

b) L'Etat dépositaire ne rendra ces biens qu'après cessation du conflit; ce retour aura lieu dans un délai de six mois après que la demande en aura été faite.

c) Pendant les transports successifs et pendant le séjour sur le territoire d'un autre Etat, les biens culturels seront à l'abri de toute mesure de saisie et frappés d'indisponibilité à l'égard du déposant aussi bien que du dépositaire. Toutefois, lorsque la sauvegarde des biens l'exigera, le dépositaire pourra, avec l'assentiment du déposant, faire transporter les biens dans le territoire d'un pays tiers, sous les conditions prévues au présent article.

d) La demande de mise sous protection spéciale doit mentionner que l'Etat vers le territoire duquel le transport s'effectuera accepte les dispositions du présent article.

Article 19

Territoire occupé

Lorsqu'une Haute Partie contractante occupant le territoire d'une autre Haute Partie contractante transporte des biens culturels dans

Cultural Property. It shall mention the reasons on which it is based and specify the approximate number and the importance of the objects to be transferred, their present location, the location now envisaged, the means of transport to be used, the route to be followed, the date proposed for the transfer, and any other relevant information.

2. If the Commissioner-General, after taking such opinions as he deems fit, considers that such transfer is justified, he shall consult those delegates of the Protecting Powers who are concerned, on the measures proposed for carrying it out. Following such consultation, he shall notify the Parties to the conflict concerned of the transfer, including in such notification all useful information.

3. The Commissioner-General shall appoint one or more inspectors, who shall satisfy themselves that only the property stated in the request is to be transferred and that the transport is to be by the approved methods and bears the distinctive emblem. The inspector or inspectors shall accompany the property to its destination.

Article 18

Transport abroad

Where the transfer under special protection is to the territory of another country, it shall be governed not only by Article 12 of the Convention and by Article 17 of the present Regulations, but by the following further provisions:

(a) while the cultural property remains on the territory of another State, that State shall be its depositary and shall extend to it as great a measure of care as that which it bestows upon its own cultural property of comparable importance;

(b) the depositary State shall return the property only on the cessation of the conflict; such return shall be effected within six months from the date on which it was requested;

(c) during the various transfer operations, and while it remains on the territory of another State, the cultural property shall be exempt from confiscation and may not be disposed of either by the depositor or by the depositary. Nevertheless, when the safety of the property requires it, the depositary may, with the assent of the depositor, have the property transported to the territory of a third country, under the conditions laid down in the present Article;

(d) the request for special protection shall indicate that the State to whose territory the property is to be transferred accepts the provisions of the present Article.

Article 19

Occupied territory

Whenever a High Contracting Party occupying territory of another High Contracting Party transfers cultural property to a refuge situated

un refuge situé en un autre point de ce territoire, sans pouvoir suivre la procédure prévue à l'article 17 du Règlement, ledit transport n'est pas considéré comme un détournement au sens de l'article 4 de la Convention, si le Commissaire général aux biens culturels certifie par écrit, après avoir consulté le personnel normal de protection, que les circonstances ont rendu ce transport nécessaire.

CHAPITRE IV

Du signe distinctif

Article 20

Apposition du signe

1. L'emplacement du signe distinctif et son degré de visibilité sont laissés à l'appréciation des autorités compétentes de chaque Haute Partie contractante. Le signe peut notamment figurer sur des drapeaux ou des brassards. Il peut être peint sur un objet ou y figurer de toute autre manière utile.

2. Toutefois, en cas de conflit armé, le signe doit, sans préjudice d'une signalisation éventuellement plus complète, être apposé, d'une façon bien visible le jour, de l'air comme de terre, sur les transports dans les cas prévus aux articles 12 et 13 de la Convention, et d'une façon bien visible de terre:

a) à des distances régulières suffisantes pour marquer nettement le périmètre d'un centre monumental sous protection spéciale;

b) à l'entrée des autres biens culturels immeubles sous protection spéciale.

Article 21

Identification de personnes

1. Les personnes visées à l'article 17 de la Convention, paragraphe 2, alinéas b) et c), peuvent porter un brassard muni du signe distinctif, délivré et timbré par les autorités compétentes.

2. Elles portent une carte d'identité spéciale munie du signe distinctif. Cette carte mentionne au moins les nom et prénoms, la date de naissance, le titre ou grade et la qualité de l'intéressé. La carte est munie de la photographie du titulaire et, en outre, soit de sa signature, soit de ses empreintes digitales, soit des deux à la fois. Elle porte le timbre sec des autorités compétentes.

3. Chaque Haute Partie contractante établit son modèle de carte d'identité en s'inspirant du modèle figurant à titre d'exemple en annexe au présent Règlement. Les Hautes Parties contractantes se communiquent le modèle adopté. Chaque carte d'identité est établie, si possible, en deux exemplaires au moins, dont l'un est conservé par la Puissance qui l'a délivrée.

4. Les personnes mentionnées ci-dessus ne peuvent être privées, sauf raison légitime, ni de leur carte d'identité, ni du droit de porter leur brassard.

elsewhere in that territory, without being able to follow the procedure provided for in Article 17 of the Regulations, the transfer in question shall not be regarded as misappropriation within the meaning of Article 4 of the Convention, provided that the Commissioner-General for Cultural Property certifies in writing, after having consulted the usual custodians, that such transfer was rendered necessary by circumstances.

CHAPTER IV

The distinctive emblem

Article 20

Affixing of the emblem

1. The placing of the distinctive emblem and its degree of visibility shall be left to the discretion of the competent authorities of each High Contracting Party. It may be displayed on flags or armlets; it may be painted on an object or represented in any other appropriate form.

2. However, without prejudice to any possible fuller markings, the emblem shall, in the event of armed conflict and in the cases mentioned in Articles 12 and 13 of the Convention, be placed on the vehicles of transport so as to be clearly visible in daylight from the air as well as from the ground.

The emblem shall be visible from the ground:

(a) at regular intervals sufficient to indicate clearly the perimeter of a centre containing monuments under special protection;

(b) at the entrance to other immovable cultural property under special protection.

Article 21

Identification of persons

1. The persons mentioned in Article 17, paragraph 2 (b) and (c) of the Convention may wear an armlet bearing the distinctive emblem, issued and stamped by the competent authorities.

2. Such persons shall carry a special identity card bearing the distinctive emblem. This card shall mention at least the surname and first names, the date of birth, the title or rank, and the function of the holder. The card shall bear the photograph of the holder as well as his signature or his fingerprints, or both. It shall bear the embossed stamp of the competent authorities.

3. Each High Contracting Party shall make out its own type of identity card, guided by the model annexed, by way of example, to the present Regulations. The High Contracting Parties shall transmit to each other a specimen of the model they are using. Identity cards shall be made out, if possible, at least in duplicate, one copy being kept by the issuing Power.

4. The said persons may not, without legitimate reason, be deprived of their identity card or of the right to wear the armlet.

Recto

**CARTE D'IDENTITÉ**

pour le personnel affecté à la
protection des biens culturels

Nom

Prénoms

Date de naissance

Titre ou grade

Qualité

est titulaire de la présente carte en vertu de la
Convention de La Haye du 14 mai 1954 pour
la protection des biens culturels en cas de conflit
armé.

Date de l'établissement
de la carte

.....

Numéro de la carte

.....

Front



IDENTITY CARD

for personnel engaged in the
protection of cultural property

Surname

First names

Date of Birth

Title or Rank

Function

is the bearer of this card under the terms of the
Convention of The Hague, dated 14 May, 1954,
for the Protection of Cultural Property in the event
of Armed Conflict.

Date of issue

Number of Card

.....

.....

Verso

<p><i>Photographie du porteur</i></p> <p><i>Signature ou empreintes digitales ou les deux</i></p> <p><i>Timbre sec de l'autorité délivrant la carte</i></p>		
<p>Taille</p>	<p>Yeux</p>	<p>Cheveux</p>
<p>Autres éléments éventuels d'identification</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>		

Reverse side

<p><i>Photo of bearer</i></p> <p><i>Signature of bearer or fingerprints or both</i></p> <p><i>Embossed stamp of authority issuing card</i></p>		
Height	Eyes	Hair
<p>Other distinguishing marks</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>		

Pour l'Afghanistan:

For Afghanistan:

Pour la République Populaire
d'Albanie:

For the People's Republic
of Albania:

Pour la République Fédérale
d'Allemagne:

For the German Federal
Republic:

(s.) K. BÜNGER

Pour Andorre:

For Andorra:

Por el Principado Civil de la Mitra de Urgel en Andorra

(s.) JUAN TEIXIDOR

Pour le Royaume
de l'Arabie Saoudite:

For the Kingdom
of Saudi-Arabia:

Pour la République Argentine:

For the Argentine Republic:

Pour l'Australie:

For Australia:

(s.) ALFRED STIRLING

Pour l'Autriche:

For Austria:

(s.) ALOÏS VOELGRUBER

Pour la Belgique:

For Belgium:

(s.) M. NYNS
ad referendum

Pour la Bolivie:

For Bolivia:

Pour le Brésil:

For Brazil:

(s.) CAIO DE MELLO FRANCO

Pour la République Populaire
de Bulgarie:

For the Bulgarian People's
Republic:

Pour le Royaume du Cambodge: For the Kingdom of Cambodia:
 (s.) NHIEK TIOULONG

Pour le Canada: For Canada:

Pour Ceylan: For Ceylon:

Pour le Chili: For Chile:

Pour la Chine: For China:
 (s.) CHEN YUAN

Pour la République For the Republic of Colombia:
 de Colombie:

Pour la République de Corée: For the Republic of Korea:

Pour le Costa Rica: For Costa Rica:

Pour Cuba: For Cuba:
 (s.) HILDA LABRADA BERNAL

Pour le Danemark: For Denmark:
 (s.) JOHANNES BRØNDSTED

Pour l'Égypte: For Egypt:
 (s.) MAHMOUD SALEH EL-FALAKI

Pour l'Équateur: For Ecuador:
 (s.) CARLOS MORALES CHACON

Pour l'Espagne:

For Spain:

(s.) JUAN TEIXIDOR

(s.) JUAN MANUEL CASTRO-RIAL CANOSA

Pour les États-Unis
d'Amérique:

For the United States
of America:

(s.) LEONARD CARMICHAEL

Pour l'Éthiopie:

For Ethiopia:

Pour la Finlande:

For Finland:

Pour la France:

For France:

(s.) R. BRICHET

Pour la Grèce:

For Greece:

(s.) CONSTANTIN EUSTATHIADES

(s.) SPIRIDION MARINATOS

Pour le Guatemala:

For Guatemala:

Pour la République d'Haïti:

For the Republic of Haiti:

Pour la République
de Honduras:

For the Republic of Honduras:

Pour la République Populaire
de Hongrie:

For the Hungarian People's
Republic:

(s.) BORIS FAI

Pour l'Inde:

For India:

(s.) N. P. CHAKRAVARTI

Pour la République d'Indonésie: For the Republic of Indonesia:
 (s.) M. HUTASOIT

Pour l'Irak: For Iraq:
 (s.) F. BASMACHI

Pour l'Iran: For Iran:
 (s.) G. A. RAADI
ad referendum

Pour l'Irlande: For Ireland:
 (s.) JOSÉPHINE McNEILL

Pour l'Islande: For Iceland:

Pour l'État d'Israël: For the State of Israel:
 (s.) M. AMIR

Pour l'Italie: For Italy:
 (s.) ANTONIO PENNETTA
 (s.) GIORGIO ROSI

Pour le Japon: For Japan:
 (s.) SUEMASA OKAMOTO

Pour le Royaume Hachémite For the Hashemite Kingdom
 de Jordanie: of Jordan:
 (s.) IHSAN HASHEM

Pour le Royaume du Laos: For the Kingdom of Laos:

Pour le Liban: For the Lebanon:
 (s.) CHARLES DAOUD AMMOUN

Pour le Libéria: For Liberia:

- Pour la Libye: For Libya:
(s.) A. H. KHANNAK
- Pour le Liechtenstein: For Liechtenstein:
- Pour le Luxembourg: For Luxembourg:
(s.) J. MEYERS
- Pour le Mexique: For Mexico:
(s.) J. TORRES BODET
- Pour Monaco: For Monaco:
(s.) JEAN-J. REY
- Pour le Népal: For Nepal:
- Pour le Nicaragua: For Nicaragua:
(s.) H. H. ZWILLENBERG
- Pour la Norvège: For Norway:
(s.) GUTHORN KAVLI
ad referendum
- Pour la Nouvelle-Zélande: For New Zealand:
(s.) JANE ROBERTSON MCKENZIE
- Pour le Pakistan: For Pakistan:
- Pour Panama: For Panama:
- Pour le Paraguay: For Paraguay:
- Pour les Pays-Bas: For the Netherlands:
(s.) ROHLING

Pour le Pérou:

For Peru:

Pour la République
des Philippines:

For the Republic
of the Philippines:

(s.) J. P. BANTUG

Pour la République Populaire
de Pologne:

For the People's Republic
of Poland:

(s.) STANISLAS LORENTZ

Pour le Portugal:

For Portugal:

(s.) FERNANDO QUARTIN DE OLIVEIRA BASTOS

ad referendum

Pour la République
Dominicaine:

For the Dominican Republic:

Pour la République Socialiste
Soviétique de Biélorussie:

For the Byelorussian Soviet
Socialist Republic:

Met bijgevoegde verklaring¹⁾

(s.) P. W. LUTOROWITCH

Pour la République Socialiste
Soviétique de l'Ukraine:

For the Ukrainian Soviet
Socialist Republic:

Met bijgevoegde verklaring¹⁾

(s.) J. T. SIRTCHENKO

Pour la République Populaire
Roumaine:

For the Rumanian People's
Republic:

(s.) A. LAZAREANU

Pour le Royaume-Uni de
Grande-Bretagne et
d'Irlande du Nord:

For the United Kingdom
of Great Britain and
Northern Ireland:

(s.) GLADWYN JEBB

¹⁾ Vertaling uit het Russisch.

Pour la République de
Saint-Marin:

For the Republic of
San Marino:

(s.) A. DONATI

Pour le Saint-Siège:

For the Holy See:

Pour la République du Salvador:

For the Republic of el Salvador:

(s.) JACOB PHILIP KRUSEMAN

Pour la Suède:

For Sweden:

Pour la Confédération Suisse:

For the Confederation
of Switzerland:

Pour la République de Syrie:

For the Republic of Syria:

(s.) GEORGE J. TOMEH

Pour la République de
Tchécoslovaquie:

For the Republic of
Czechoslovakia:

(s.) Dr. VLADIMIR ŽÁK

Pour la Thaïlande:

For Thailand:

Pour la Turquie:

For Turkey:

Pour l'Union Birmane:

For the Union of Burma:

(s.) SOE TINT

*Subject to ratification by the Government
of the Union of Burma*

Pour l'Union Sud-Africaine:

For the Union of South Africa:

Pour l'Union des Républiques
Socialistes Soviétiques:

For the Union of Soviet
Socialist Republics:

Met bijgevoegde verklaring¹⁾

(s.) V. S. KEMENOV

Pour la République Orientale
de l'Uruguay:

For the Oriental Republic
of Uruguay:

(s.) V. SAMPOGNARO

Pour les États-Unis
du Venezuela:

For the United States
of Venezuela:

Pour l'État du Viet-Nam:

For the State of Viet-Nam:

Pour le Yémen:

For Yemen:

Pour la République Fédérative
Populaire de Yougoslavie:

For the Federal People's
Republic of Yugoslavia:

(s.) MILAN RISTIĆ

(s.) CVITO FISKOVIĆ

¹⁾ Vertaling uit het Russisch.

Protocole

Les Hautes Parties contractantes sont convenues de ce qui suit:

I

1. Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à empêcher l'exportation de biens culturels d'un territoire occupé par Elle lors d'un conflit armé, ces biens culturels étant définis à l'article premier de la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, signée à La Haye, le 14 mai 1954.

2. Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à mettre sous séquestre les biens culturels importés sur son territoire et provenant directement ou indirectement d'un quelconque territoire occupé. Cette mise sous séquestre est prononcée soit d'office à l'importation, soit, à défaut, sur requête des autorités dudit territoire.

3. Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à remettre à la fin des hostilités, aux autorités compétentes du territoire précédemment occupé, les biens culturels qui se trouvent chez Elle, si ces biens ont été exportés contrairement au principe du paragraphe premier. Ils ne pourront jamais être retenus au titre de dommages de guerre.

4. La Haute Partie contractante qui avait l'obligation d'empêcher l'exportation de biens culturels du territoire occupé par Elle, doit indemniser les détenteurs de bonne foi des biens culturels qui doivent être remis selon le paragraphe précédent.

II

5. Les biens culturels provenant du territoire d'une Haute Partie contractante et déposés par Elle, en vue de leur protection contre les dangers d'un conflit armé, sur le territoire d'une autre Haute Partie contractante seront, à la fin des hostilités, remis par cette dernière aux autorités compétentes du territoire de provenance.

III

6. Le présent Protocole portera la date du 14 mai 1954 et restera ouvert jusqu'à la date du 31 décembre 1954 à la signature de tous les Etats invités à la Conférence qui s'est réunie à La Haye du 21 avril 1954 au 14 mai 1954.

7. a) Le présent Protocole sera soumis à la ratification des Etats signataires conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

b) Les instruments de ratification seront déposés auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Protocol

The High Contracting Parties are agreed as follows:

I

1. Each High Contracting Party undertakes to prevent the exportation, from a territory occupied by it during an armed conflict, of cultural property as defined in Article 1 of the Convention for the Protection of Cultural Property in the Event of Armed Conflict, signed at The Hague on 14 May, 1954.

2. Each High Contracting Party undertakes to take into its custody cultural property imported into its territory either directly or indirectly from any occupied territory. This shall either be effected automatically upon the importation of the property or, failing this, at the request of the authorities of that territory.

3. Each High Contracting Party undertakes to return, at the close of hostilities, to the competent authorities of the territory previously occupied, cultural property which is in its territory, if such property has been exported in contravention of the principle laid down in the first paragraph. Such property shall never be retained as war reparations.

4. The High Contracting Party whose obligation it was to prevent the exportation of cultural property from the territory occupied by it, shall pay an indemnity to the holders in good faith of any cultural property which has to be returned in accordance with the preceding paragraph.

II

5. Cultural property coming from the territory of a High Contracting Party and deposited by it in the territory of another High Contracting Party for the purpose of protecting such property against the dangers of an armed conflict, shall be returned by the latter, at the end of hostilities, to the competent authorities of the territory from which it came.

III

6. The present Protocol shall bear the date of 14 May, 1954 and, until the date of 31 December, 1954, shall remain open for signature by all States invited to the Conference which met at The Hague from 21 April, 1954 to 14 May, 1954.

7. (a) The present Protocol shall be subject to ratification by signatory States in accordance with their respective constitutional procedures.

(b) The instruments of ratification shall be deposited with the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

8. A dater du jour de son entrée en vigueur, le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de tous les Etats visés au paragraphe 6, non signataires, de même qu'à celle de tout autre Etat invité à y adhérer par le Conseil exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

9. Les Etats visés aux paragraphes 6 et 8 pourront, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, déclarer qu'ils ne seront pas liés par les dispositions de la Partie I ou par celles de la Partie II du présent Protocole.

10. a) Le présent Protocole entrera en vigueur trois mois après que cinq instruments de ratification auront été déposés.

b) Ultérieurement, il entrera en vigueur, pour chaque Haute Partie contractante, trois mois après le dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

c) Les situations prévues aux articles 18 et 19 de la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, signée à La Haye le 14 mai 1954, donneront effet immédiat aux ratifications et aux adhésions déposées par les Parties au conflit avant ou après le début des hostilités ou de l'occupation. Dans ces cas le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture fera, par la voie la plus rapide, les communications prévues au paragraphe 14.

11. a) Les Etats parties au Protocole à la date de son entrée en vigueur prendront, chacun en ce qui le concerne, toutes les mesures requises pour sa mise en application effective dans un délai de six mois.

b) Ce délai sera de six mois à compter du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion, pour tous les Etats qui déposeraient leur instrument de ratification ou d'adhésion après la date d'entrée en vigueur du Protocole.

12. Toute Haute Partie contractante pourra, au moment de la ratification ou de l'adhésion, ou à tout moment ultérieur, déclarer par une notification adressée au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture que le présent Protocole s'étendra à l'ensemble ou à l'un quelconque des territoires dont Elle assure les relations internationales. Ladite notification prendra effet trois mois après la date de sa réception.

13. a) Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté de dénoncer le présent Protocole en son nom propre ou au nom de tout territoire dont elle assure les relations internationales.

b) La dénonciation sera notifiée par un instrument écrit déposé

8. From the date of its entry into force, the present Protocol shall be open for accession by all States mentioned in paragraph 6 which have not signed it as well as any other State invited to accede by the Executive Board of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization. Accession shall be effected by the deposit of an instrument of accession with the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

9. The States referred to in paragraphs 6 and 8 may declare, at the time of signature, ratification or accession, that they will not be bound by the provisions of Section I or by those of Section II of the present Protocol.

10. (a) The present Protocol shall enter into force three months after five instruments of ratification have been deposited.

(b) Thereafter, it shall enter into force, for each High Contracting Party, three months after the deposit of its instrument of ratification or accession.

(c) The situations referred to in Articles 18 and 19 of the Convention for the Protection of Cultural Property in the Event of Armed Conflict, signed at The Hague on 14 May, 1954, shall give immediate effect to ratifications and accessions deposited by the Parties to the conflict either before or after the beginning of hostilities or occupation. In such cases, the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization shall transmit the communications referred to in paragraph 14 by the speediest method.

11. (a) Each State Party to the Protocol on the date of its entry into force shall take all necessary measures to ensure its effective application within a period of six months after such entry into force.

(b) This period shall be six months from the date of deposit of the instruments of ratification or accession for any State which deposits its instrument of ratification or accession after the date of the entry into force of the Protocol.

12. Any High Contracting Party may, at the time of ratification or accession, or at any time thereafter, declare by notification addressed to the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, that the present Protocol shall extend to all or any of the territories for whose international relations it is responsible. The said notification shall take effect three months after the date of its receipt.

13. (a) Each High Contracting Party may denounce the present Protocol, on its own behalf, or on behalf of any territory for whose international relations it is responsible.

(b) The denunciation shall be notified by an instrument in writing,

auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

c) La dénonciation prendra effet une année après réception de l'instrument de dénonciation. Si toutefois, au moment de l'expiration de cette année, la Partie dénonçante se trouve impliquée dans un conflit armé, l'effet de la dénonciation demeurera suspendu jusqu'à la fin des hostilités et en tout cas aussi longtemps que les opérations de rapatriement des biens culturels ne seront pas terminées.

14. Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture informera les Etats visés aux paragraphes 6 et 8, ainsi que l'Organisation des Nations Unies, du dépôt de tous les instruments de ratification, d'adhésion ou d'acceptation mentionnés aux paragraphes 7, 8 et 15 de même que des ratifications et dénonciations respectivement prévues aux paragraphes 12 et 13.

15. a) Le présent Protocole peut être révisé si la révision en est demandée par plus d'un tiers des Hautes Parties contractantes.

b) Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture convoque une conférence à cette fin.

c) Les amendements au présent Protocole n'entreront en vigueur qu'après avoir été adoptés à l'unanimité par les Hautes Parties contractantes représentées à la Conférence et avoir été acceptés par chacune des Hautes Parties contractantes.

d) L'acceptation par les Hautes Parties contractantes des amendements au présent Protocole qui auront été adoptés par la conférence visée aux alinéas b) et c), s'effectuera par le dépôt d'un instrument formel auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

e) Après l'entrée en vigueur d'amendements au présent Protocole, seul le texte ainsi modifié dudit Protocole restera ouvert à la ratification ou à l'adhésion.

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, le présent Protocole sera enregistré au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

En foi de quoi les soussignés dûment autorisés ont signé le présent Protocole.

Fait à La Haye, le 14 mai 1954, en anglais, en espagnol, en français et en russe, les quatre textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, et dont des copies certifiées conformes seront remises à tous les Etats visés aux paragraphes 6 et 8, ainsi qu'à l'Organisation des Nations Unies.

deposited with the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

(c) The denunciation shall take effect one year after receipt of the instrument of denunciation. However, if, on the expiry of this period, the denouncing Party is involved in an armed conflict, the denunciation shall not take effect until the end of hostilities, or until the operations of repatriating cultural property are completed, whichever is the later.

14. The Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization shall inform the States referred to in paragraphs 6 and 8, as well as the United Nations, of the deposit of all the instruments of ratification, accession or acceptance provided for in paragraphs 7, 8 and 15 and the notifications and denunciations provided for respectively in paragraphs 12 and 13.

15. (a) The present Protocol may be revised if revision is requested by more than one-third of the High Contracting Parties.

(b) The Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization shall convene a Conference for this purpose.

(c) Amendments to the present Protocol shall enter into force only after they have been unanimously adopted by the High Contracting Parties represented at the Conference and accepted by each of the High Contracting Parties.

(d) Acceptance by the High Contracting Parties of amendments to the present Protocol, which have been adopted by the Conference mentioned in sub-paragraphs (b) and (c), shall be effected by the deposit of a formal instrument with the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

(e) After the entry into force of amendments to the present Protocol, only the text of the said Protocol thus amended shall remain open for ratification or accession.

In accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations, the present Protocol shall be registered with the Secretariat of the United Nations at the request of the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

In faith whereof the undersigned, duly authorized, have signed the present Protocol.

Done at The Hague, this fourteenth day of May, 1954, in English, French, Russian and Spanish, the four texts being equally authoritative, in a single copy which shall be deposited in the archives of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, and certified true copies of which shall be delivered to all the States referred to in paragraphs 6 and 8 as well as to the United Nations.

Pour l'Afghanistan:

For Afghanistan:

Pour la République Populaire
d'Albanie:

For the People's Republic
of Albania:

Pour la République Fédérale
d'Allemagne:

For the German Federal
Republic:

(s.) K. BÜNGER

Pour Andorre:

For Andorra:

Pour le Royaume
de l'Arabie Saoudite:

For the Kingdom
of Saudi-Arabia:

Pour la République Argentine:

For the Argentine Republic:

Pour l'Australie:

For Australia:

Pour l'Autriche:

For Austria:

(s.) ALOIS VOELGRUBER

Pour la Belgique:

For Belgium:

(s.) M. NYNS
ad referendum

Pour la Bolivie:

For Bolivia:

Pour le Brésil:

For Brazil:

(s.) CAIO DE MELLO FRANCO

Pour la République Populaire
de Bulgarie:

For the Bulgarian People's
Republic:

Pour le Royaume du Cambodge:

For the Kingdom of Cambodia:

(s.) NHIEK TIOULONG

Pour le Canada:

For Canada:

Pour Ceylan:

For Ceylon:

Pour le Chili:

For Chile:

Pour la Chine:

For China:

(s.) CHEN YUAN

Pour la République
de Colombie:

For the Republic of Colombia:

Pour la République de Corée:

For the Republic of Korea:

Pour le Costa Rica:

For Costa Rica:

Pour Cuba:

For Cuba:

(s.) HILDA LABRADA BERNAL

Pour le Danemark:

For Denmark:

(s.) JOHANNES BRØNDSTED

Pour l'Égypte:

For Egypt:

(s.) MAHMOUD SALEH EL-FALAKI

Pour l'Équateur: For Ecuador:
(s.) CARLOS MORALES CHACON

Pour l'Espagne: For Spain:
(s.) JOSÉ ROJAS Y MORENO,
CONDE DE CASA ROJAS

Pour les États-Unis For the United States
d'Amérique: of America:

Pour l'Éthiopie: For Ethiopia:

Pour la Finlande: For Finland:

Pour la France: For France:
(s.) R. BRICHET

Pour la Grèce: For Greece:
(s.) CONSTANTIN EUSTATHIADES
(s.) SPIRIDION MARINATOS

Pour le Guatémala: For Guatemala:

Pour la République d'Haïti: For the Republic of Haiti:

Pour la République For the Republic of Honduras:
de Honduras:

Pour la République Populaire For the Hungarian People's
de Hongrie: Republic:

Pour l'Inde: For India:

(s.) N. P. CHAKRAVARTI

Pour la République d'Indonésie: For the Republic of Indonesia:

(s.) M. HUTASOIT

Pour l'Irak: For Iraq:

(s.) F. BASMACHI

Pour l'Iran: For Iran:

(s.) G. A. RAADI
ad referendum

Pour l'Irlande: For Ireland:

Pour l'Islande: For Iceland:

Pour l'État d'Israël: For the State of Israel:

Pour l'Italie: For Italy:

(s.) ANTONIO PENNETTA

(s.) GIORGIO ROSI

Pour le Japon: For Japan:

(s.) SUEMASA OKAMOTO

Pour le Royaume Hachémite de Jordanie: For the Hashemite Kingdom of Jordan:

(s.) IHSAN HASHEM

Pour le Royaume du Laos: For the Kingdom of Laos:

Pour le Liban: For the Lebanon:
 (s.) CHARLES DAOUD AMMOUN

Pour le Libéria: For Liberia:

Pour la Libye: For Libya:
 (s.) A. H. KHANNAK

Pour le Liechtenstein: For Liechtenstein:

Pour le Luxembourg: For Luxembourg:
 (s.) J. MEYERS

Pour le Mexique: For Mexico:
 (s.) J. TORRES BODET

Pour Monaco: For Monaco:
 (s.) JEAN-J. REY

Pour le Népal: For Nepal:

Pour le Nicaragua: For Nicaragua:
 (s.) H. H. ZWILLENBERG

Pour la Norvège: For Norway:
 (s.) GUTHORN KAVLI
ad referendum

Pour la Nouvelle-Zélande: For New Zealand:

Pour le Pakistan: For Pakistan:

Pour Panama: For Panama:

- | | |
|--|---|
| Pour le Paraguay: | For Paraguay: |
| Pour les Pays-Bas: | For the Netherlands: |
| (s.) ROHLING | |
| Pour le Pérou: | For Peru: |
| Pour la République
des Philippines: | For the Republic
of the Philippines: |
| (s.) J. P. BANTUG | |
| Pour la République Populaire
de Pologne: | For the People's Republic
of Poland: |
| (s.) S. GAJEWSKI | |
| Pour le Portugal: | For Portugal: |
| Pour la République
Dominicaine: | For the Dominican Republic: |
| Pour la République Socialiste
Soviétique de Biélorussie: | For the Byelorussian Soviet
Socialist Republic: |
| (s.) S. ALEXANDROVITCH VINOGRADOV | |
| Pour la République Socialiste
Soviétique de l'Ukraine: | For the Ukrainian Soviet
Socialist Republic: |
| (s.) S. ALEXANDROVITCH VINOGRADOV | |
| Pour la République Populaire
Roumaine: | For the Rumanian People's
Republic: |
| Pour le Royaume-Uni de
Grande-Bretagne et
d'Irlande du Nord: | For the United Kingdom
of Great Britain and
Northern Ireland: |

Pour la République de
Saint-Marin:

(s.) A. DONATI

Pour le Saint-Siège:

For the Republic of
San Marino:

For the Holy See:

Pour la République du Salvador:

(s.) J. KRUSEMAN

Pour la Suède:

For the Republic of el Salvador:

For Sweden:

Pour la Confédération Suisse:

For the Confederation
of Switzerland:

Pour la République de Syrie:

(s.) GEORGE J. TOMEH

For the Republic of Syria:

Pour la République de
Tchécoslovaquie:

(s.) GUSTAV SOUCEK

For the Republic of
Czechoslovakia:

Pour la Thaïlande:

For Thailand:

Pour la Turquie:

For Turkey:

Pour l'Union Birmane:

(s.) SOE TINT

*Subject to ratification by the Government
of the Union of Burma*

For the Union of Burma:

Pour l'Union Sud-Africaine:

For the Union of South Africa:

Pour l'Union des Républiques
Socialistes Soviétiques:

For the Union of Soviet
Socialist Republics:

(s.) S. ALEXANDROVITCH VINOGRADOV

Pour la République Orientale
de l'Uruguay:

For the Oriental Republic
of Uruguay:

(s.) V. SAMPOGNARO

Pour les États-Unis
du Venezuela:

For the United States
of Venezuela:

Pour l'État du Viet-Nam:

For the State of Viet-Nam:

Pour le Yémen:

For Yemen:

Pour la République Fédérative
Populaire de Yougoslavie:

For the Federal People's
Republic of Yugoslavia:

(s.) MILAN RISTIĆ

(s.) CVITO FISKOVIĆ

C. VERTALING**Verdrag inzake de bescherming van culturele goederen in geval van een gewapend conflict**

De Hoge Verdragsluitende Partijen,

Vaststellende, dat culturele goederen ernstige schade hebben geleden gedurende de jongste gewapende conflicten en dat zij als gevolg van de ontwikkeling van de techniek der oorlogvoering, in steeds ernstiger mate worden bedreigd met vernietiging;

Ervan overtuigd, dat schade, toegebracht aan culturele goederen, ongeacht aan welk volk zij toebehoren, schade betekent aan het culturele erfdeel van de gehele mensheid, aangezien ieder volk zijn bijdrage levert aan de wereldcultuur;

Overwegende, dat de instandhouding van het culturele erfdeel van groot belang is voor alle volkeren der wereld en dat het van belang is, dit erfdeel internationaal te beschermen;

Geleid door de beginselen betreffende de bescherming van culturele goederen in geval van een gewapend conflict, vastgelegd in de Verdragen van 's-Gravenhage van 1899 en van 1907 en in het Pact van Washington van 15 April 1935;

Overwegende, dat deze bescherming alleen doeltreffend kan zijn indien zowel nationaal als internationaal maatregelen worden genomen om deze bescherming in vreedstijd te organiseren;

Vastbesloten alle mogelijke maatregelen te nemen ter bescherming van culturele goederen;

Hebben overeenstemming bereikt omtrent de volgende bepalingen:

HOOFDSTUK I

Algemene bepalingen betreffende de bescherming

Artikel 1

Definitie van culturele goederen

Voor de toepassing van dit Verdrag worden beschouwd als culturele goederen, welke ook hun oorsprong of wie ook hun eigenaar is:

a) roerende of onroerende goederen, welke van groot belang zijn voor het cultureel erfdeel van ieder volk, zoals monumenten van bouwkunst, kunst of geschiedenis, hetzij van godsdienstige, hetzij van wereldlijke aard; terreinen van oudheidkundig belang; groepen gebouwen, welke, als een geheel, uit een oogpunt van geschiedenis of kunst van belang zijn; kunstwerken; handschriften, boeken en

andere voorwerpen, welke uit een oogpunt van kunst, geschiedenis of oudheidkunde van belang zijn, en voorts wetenschappelijke verzamelingen en belangrijke verzamelingen boeken, archiefbescheiden of afbeeldingen van de hierboven omschreven goederen;

b) gebouwen, waarvan de voornaamste en daadwerkelijke bestemming is de in alinea a) bedoelde roerende culturele goederen te bewaren of ten toon te stellen, zoals musea, grote bibliotheken en archiefbewaarplaatsen, en voorts de schuilplaatsen, bestemd om in geval van een gewapend conflict bescherming te bieden aan de in alinea a) bedoelde roerende culturele goederen;

c) centra, welke een groot aantal culturele goederen, als bedoeld in de alinea's a) en b), bevatten, welke zullen worden aangeduid met „monumenten-centra”.

Artikel 2

Bescherming van culturele goederen

Voor de toepassing van dit Verdrag omvat de bescherming van culturele goederen zowel de veiligstelling als de eerbiediging van deze goederen.

Artikel 3

Veiligstelling van culturele goederen

De Hoge Verdragsluitende Partijen verbinden zich, door het reeds in vredestijd nemen van alle daartoe door haar geëigend geachte maatregelen, de veiligstelling van culturele goederen, welke zich op haar eigen grondgebied bevinden, tegen de voorzienbare gevolgen van een gewapend conflict voor te bereiden.

Artikel 4

Eerbiediging van culturele goederen

1. De Hoge Verdragsluitende Partijen verbinden zich, zowel de culturele goederen welke zich op haar eigen grondgebied bevinden als die, welke zich bevinden op het grondgebied van andere Hoge Verdragsluitende Partijen, te eerbiedigen door zich te onthouden van ieder gebruik van deze goederen en van hun onmiddellijke omgeving of van de middelen voor hun bescherming, voor doeleinden, welke deze goederen aan vernietiging of beschadiging zouden kunnen blootstellen in geval van een gewapend conflict, en door zich te onthouden van iedere tegen zulke goederen gerichte vijandelijke daad.

2. Van de verplichtingen, omschreven in lid 1 van dit artikel, kan alleen worden afgeweken, indien een militaire noodzaak een dergelijke afwijking gebiedend vereist.

3. De Hoge Verdragsluitende Partijen verbinden zich bovendien, iedere vorm van diefstal, plundering of ontvreemding van, en iedere

daad van vandalisme gericht tegen, culturele goederen te verbieden, te voorkomen en er zo nodig een eind aan te maken. Zij zullen zich ervan onthouden roerende culturele goederen, welke zich bevinden op het grondgebied van een andere Hoge Verdragsluitende Partij, te vorderen.

4. Zij zullen zich onthouden van iedere tegen culturele goederen gerichte represaillemaatregel.

5. Een Hoge Verdragsluitende Partij kan zich ten aanzien van een andere Hoge Verdragsluitende Partij niet onttrekken aan de krachtens dit artikel op haar rustende verplichtingen op grond van de overweging, dat deze laatste de in artikel 3 bedoelde maatregelen tot veiligstelling niet heeft toegepast.

Artikel 5

Bezetting

1. De Hoge Verdragsluitende Partijen, die het grondgebied van een andere Hoge Verdragsluitende Partij geheel of gedeeltelijk bezet houden, moeten zoveel mogelijk steun verlenen aan de bevoegde nationale autoriteiten van het bezette gebied met betrekking tot de veiligstelling en instandhouding van zijn culturele goederen.

2. Indien het noodzakelijk mocht blijken maatregelen te nemen voor de instandhouding van in bezet gebied gelegen culturele goederen, welke als gevolg van militaire operaties zijn beschadigd, en indien de bevoegde nationale autoriteiten niet in staat mochten zijn, dergelijke maatregelen te nemen, moet de bezettende mogendheid zoveel mogelijk, en in nauwe samenwerking met die autoriteiten, die maatregelen tot instandhouding nemen welke het meest noodzakelijk zijn.

3. Iedere Hoge Verdragsluitende Partij, welker regering door de leden van een verzetsorganisatie als hun rechtmatige regering wordt beschouwd, moet, indien dit mogelijk is, de aandacht van deze leden vestigen op de verplichting die bepalingen van het Verdrag, welke betrekking hebben op de eerbiediging van culturele goederen, in acht te nemen.

Artikel 6

Aanduiding van culturele goederen

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 16 mogen culturele goederen worden voorzien van een kenteken teneinde de herkenning ervan te vergemakkelijken.

Artikel 7

Maatregelen van militaire aard

1. De Hoge Verdragsluitende Partijen verbinden zich, reeds in vredetijd in de bij haar strijdkrachten in gebruik zijnde reglementen

of instructies, bepalingen op te nemen, welke ten doel hebben de naleving van dit Verdrag te verzekeren, en bij de leden van haar strijdkrachten een geest van eerbied aan te wekken voor de cultuur en de culturele goederen van alle volkeren.

2. De Hoge Verdragsluitende Partijen verbinden zich reeds in vredestijd bij haar strijdkrachten diensten in te stellen of deskundig personeel aan te stellen of een en ander voor te bereiden, welke diensten of welk personeel tot taak zullen hebben te zorgen voor de eerbiediging van culturele goederen en samen te werken met de burgerlijke autoriteiten, welke belast zijn met de veiligstelling van deze goederen.

HOOFDSTUK II

Bijzondere bescherming

Artikel 8

Verlenen van bijzondere bescherming

1. Onder bijzondere bescherming kunnen worden gesteld een beperkt aantal schuilplaatsen, bestemd om bescherming te bieden aan roerende culturele goederen in geval van een gewapend conflict, monumenten-centra en andere onroerende culturele goederen van zeer grote betekenis, op voorwaarde dat zij:

a) zich bevinden op voldoende afstand van een groot industrieel centrum of van enig belangrijk militair object, dat een kwetsbaar punt vormt, zoals bijvoorbeeld een vliegveld, een radiozendstation, een inrichting werkzaam voor de nationale verdediging, een haven of een spoorwegstation van zeker belang of een belangrijke verkeers- of waterweg of spoorlijn;

b) niet worden gebruikt voor militaire doeleinden.

2. Een schuilplaats voor roerende culturele goederen kan eveneens onder bijzondere bescherming worden geplaatst, ongeacht de ligging, als zij zodanig is gebouwd, dat zij naar alle waarschijnlijkheid niet door bommen kan worden beschadigd.

3. Een monumenten-centrum wordt geacht voor militaire doeleinden te worden gebruikt als van dit centrum gebruik wordt gemaakt voor de verplaatsing van militair personeel of materieel, zelfs ingeval van doorvoer. Dit is eveneens het geval wanneer in dat centrum werkzaamheden worden verricht, welke rechtstreeks verband houden met militaire operaties, de legering van militair personeel of de vervaardiging van oorlogsmaterieel.

4. Het bewaken van in lid 1 van dit artikel bedoelde culturele goederen door gewapende bewakers, die daartoe speciaal zijn gemachtigd, of de aanwezigheid in de nabijheid van dergelijke culturele goederen van politietroepen, welke normaal belast zijn met het handhaven van de openbare orde, wordt niet beschouwd als gebruik voor militaire doeleinden.

5. Indien een van de in lid 1 van dit artikel bedoelde culturele goederen is gelegen in de nabijheid van een belangrijk militair object als omschreven in dat lid, kan het niettemin onder bijzondere bescherming worden geplaatst, indien de Hoge Verdragsluitende Partij, welke het verzoek doet, zich verbindt in geval van een gewapend conflict geen gebruik van het betrokken militair object te maken en in het bijzonder, als het een haven, een station of een vliegveld betreft, het verkeer zodanig te verleggen dat van die haven en van dat station of vliegveld geen gebruik wordt gemaakt. In dat geval moet deze verlegging reeds in vreedstijd worden voorbereid.

6. De bijzondere bescherming wordt aan culturele goederen verleend door hun inschrijving in het „Internationale register van culturele goederen onder bijzondere bescherming”. Deze inschrijving kan slechts geschieden overeenkomstig de bepalingen van dit Verdrag en onder de voorwaarden neergelegd in het Reglement van Uitvoering.

Artikel 9

Onschendbaarheid van culturele goederen onder bijzondere bescherming

De Hoge Verdragsluitende Partijen verbinden zich de onschendbaarheid van culturele goederen onder bijzondere bescherming te verzekeren door zich, van het ogenblik van inschrijving in het Internationale Register af, te onthouden van iedere tegen zodanige goederen gerichte vijandelijke daad en, behalve in de gevallen voorzien in artikel 8, lid 5, van elk gebruik van die goederen of van hun omgeving voor militaire doeleinden.

Artikel 10

Aanduiding en contrôle

Gedurende een gewapend conflict moeten de culturele goederen onder bijzondere bescherming voorzien zijn van het in artikel 16 omschreven kenteken en open staan voor een internationale contrôle, zoals voorzien in het Reglement van Uitvoering.

Artikel 11

Opheffing van de onschendbaarheid

1. Indien een van de Hoge Verdragsluitende Partijen met betrekking tot een cultureel goed onder bijzondere bescherming een van de op grond van artikel 9 op haar rustende verplichtingen schendt, is de Wederpartij, zolang deze schending voortduurt, ontheven van haar verplichting de onschendbaarheid van het betrokken goed te verzekeren. Nochtans zal laatstbedoelde Partij, wanneer zulks enigszins mogelijk is, te voren eisen, dat binnen een redelijke termijn een einde wordt gemaakt aan de schending.

2. Behalve in het geval, voorzien in lid 1 van dit artikel, kan de onschendbaarheid van een cultureel goed onder bijzondere bescherming slechts worden opgeheven in uitzonderlijke gevallen van onvermijdelijke militaire noodzaak en slechts zolang deze noodzaak voortduurt. Deze noodzaak kan slechts worden vastgesteld door de bevelhebber van een formatie gelijk aan of groter dan een divisie. In alle gevallen, waarin de omstandigheden dit toelaten, zal de Wederpartij tijdig van te voren in kennis worden gesteld van de beslissing, dat de onschendbaarheid wordt opgeheven.

3. De Partij, die de onschendbaarheid opheft, dient daarvan zo spoedig mogelijk, schriftelijk, en met opgave van redenen, kennis te geven aan de Commissaris-Generaal voor culturele goederen bedoeld in het Reglement van Uitvoering.

HOOFDSTUK III

Vervoer van culturele goederen

Artikel 12

Vervoer onder bijzondere bescherming

1. Vervoer uitsluitend beperkt tot het overbrengen van culturele goederen, hetzij binnen een grondgebied, hetzij naar een ander grondgebied, kan, op verzoek van de betrokken Hoge Verdragsluitende Partij, geschieden onder bijzondere bescherming volgens de voorwaarden omschreven in het Reglement van Uitvoering.

2. Vervoer onder bijzondere bescherming vindt plaats onder het internationaal toezicht voorzien in het Reglement van Uitvoering. Het transport zal voorzien zijn van het in artikel 16 omschreven kenteken.

3. De Hoge Verdragsluitende Partijen zullen zich onthouden van iedere vijandelijke daad gericht tegen een transport onder bijzondere bescherming.

Artikel 13

Vervoer in spoedeisende gevallen

1. Indien een Hoge Verdragsluitende Partij van oordeel is, dat de veiligheid van bepaalde culturele goederen vereist, dat zij naar elders worden overgebracht en dat de noodzaak hiervan zo dringend is, dat de in artikel 12 voorgeschreven procedure niet kan worden gevolgd, in het bijzonder in het begin van een gewapend conflict, mag het transport worden voorzien van het in artikel 16 omschreven kenteken, tenzij een aanvraag tot het verlenen van onschendbaarheid bedoeld in artikel 12 is ingediend en deze aanvraag is geweigerd. Voor zover mogelijk moet van het transport kennis worden gegeven aan de Wederpartijen. Niettemin mag een transport van culturele goederen naar het grondgebied van een ander land niet voorzien

zijn van het kenteken, tenzij de onschendbaarheid aan dit transport uitdrukkelijk is verleend.

2. De Hoge Verdragsluitende Partijen zullen zoveel mogelijk de noodzakelijke voorzorgsmaatregelen treffen teneinde de in lid 1 van dit artikel bedoelde transporten, welke voorzien zijn van het kenteken, te beveiligen tegen daartegen gerichte vijandelijke daden.

Artikel 14

Onschendbaarheid met betrekking tot inbeslagneming, buitmaking en verbeurdverklaring

1. Onschendbaarheid met betrekking tot inbeslagneming, buitmaking en verbeurdverklaring wordt verleend aan:

a) culturele goederen, die de bescherming genieten bedoeld in artikel 12 of die bedoeld in artikel 13;

b) vervoermiddelen uitsluitend bestemd voor het overbrengen van die goederen.

2. Het bepaalde in dit artikel beperkt op geen enkele wijze het recht van inspectie en visitatie.

HOOFDSTUK IV

Het personeel

Artikel 15

Personeel

Personeel belast met de bescherming van culturele goederen moet, voorzover dit verenigbaar is met de eisen welke de veiligheid stelt, worden geëerbiedigd in het belang van die goederen en moet, indien het in handen van de Wederpartij valt, zijn functie kunnen blijven uitoefenen, in alle gevallen, waarin de culturele goederen, waarvoor het verantwoordelijk is, eveneens in handen van de Wederpartij zijn gevallen.

HOOFDSTUK V

Het kenteken

Artikel 16

Kenteken van het Verdrag

1. Het kenteken van het Verdrag bestaat uit een schild, puntig aan de onderzijde, schuin gevierendeeld in koningsblauw en wit (een schild gevormd door een koningsblauw vierkant, waarvan een van de hoeken de punt van het schild vormt en door een koningsblauwe driehoek boven het vierkant, zodanig dat aan beide zijden een witte driehoek overblijft).

2. Het kenteken wordt gebruikt in enkelvoud of driemaal herhaald in driehoekige vorm (één schild aan de onderzijde) overeenkomstig de bepalingen van artikel 17.

Artikel 17

Gebruik van het kenteken

1. Het kenteken, driemaal herhaald, mag slechts worden gebruikt voor:

- a) onroerende culturele goederen onder bijzondere bescherming;
- b) het vervoer van culturele goederen overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 12 en 13;
- c) noodschuilplaatsen overeenkomstig de bepalingen van het Reglement van Uitvoering.

2. Het kenteken mag enkelvoudig slechts worden gebruikt voor:

- a) culturele goederen, die niet onder bijzondere bescherming zijn geplaatst;
- b) personen belast met het toezicht overeenkomstig het Reglement van Uitvoering;
- c) het personeel belast met de bescherming van culturele goederen;
- d) de identiteitskaarten bedoeld in het Reglement van Uitvoering.

3. Tijdens een gewapend conflict is het verboden het kenteken te gebruiken in andere gevallen dan die, vermeld in de voorgaande leden van dit artikel, en is het eveneens verboden om, voor welk doel ook, een teken te gebruiken dat op het kenteken lijkt.

4. Het kenteken mag niet worden geplaatst op een onroerend cultureel goed, tenzij tezelfder tijd een machtiging is aangebracht, behoorlijk gedateerd en ondertekend door de bevoegde autoriteit van de Hoge Verdragsluitende Partij.

HOOFDSTUK VI

Werkings sfeer van het Verdrag

Artikel 18

Toepassing van het Verdrag

1. Behalve voor wat betreft de bepalingen, die reeds in vredestijd van kracht zijn, zal dit Verdrag van toepassing zijn in geval van een verklaarde oorlog of enig ander gewapend conflict, dat mocht ontstaan tussen twee of meer van de Hoge Verdragsluitende Partijen, zelfs indien de staat van oorlog door een of meer dezer Partijen niet wordt erkend.

2. Het Verdrag zal eveneens van toepassing zijn in alle gevallen van gehele of gedeeltelijke bezetting van het grondgebied van een Hoge Verdragsluitende Partij, zelfs wanneer die bezetting geen gewapende tegenstand ontmoet.

3. Indien een van de bij het conflict betrokken mogendheden geen Partij is bij dit Verdrag, zullen de mogendheden, die wel Partij

zijn bij dit Verdrag, er nochtans door gebonden blijven voor wat betreft haar onderlinge betrekkingen. Zij zullen bovendien door dit Verdrag gebonden zijn ten aanzien van de bovenbedoelde mogelijkheid, indien deze heeft verklaard, de bepalingen van dit Verdrag te aanvaarden, en zolang deze die bepalingen toepast.

Artikel 19

Conflicten van niet-internationale aard

1. In geval van een gewapend conflict, dat niet van internationale aard is en dat ontstaat op het grondgebied van een der Hoge Verdrag-sluitende Partijen, zal elk der partijen bij het conflict gehouden zijn op zijn minst de bepalingen van dit Verdrag, welke betrekking hebben op de eerbiediging van culturele goederen, toe te passen.
2. De partijen bij het conflict moeten trachten door middel van bijzondere overeenkomsten alle andere of een deel van de andere bepalingen van dit Verdrag van kracht te doen worden.
3. De Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur kan haar diensten aanbieden aan de partijen bij het conflict.
4. De toepassing van voorgaande bepalingen zal niet van invloed zijn op de rechtspositie van de partijen bij het conflict.

HOOFDSTUK VII

Uitvoering van het Verdrag

Artikel 20

Reglement van Uitvoering

De wijze van uitvoering van dit Verdrag is vastgelegd in het Reglement van Uitvoering, dat er een integrerend deel van uitmaakt.

Artikel 21

Beschermende mogendheden

Dit Verdrag en het Reglement van Uitvoering zullen worden toegepast met de medewerking van de beschermende mogendheden, die belast zijn met de behartiging van de belangen der partijen bij het conflict.

Artikel 22

Verzoeningsprocedure

1. De beschermende mogendheden zullen haar goede diensten verlenen in alle gevallen, waarin zij dit wenselijk achten in het belang van culturele goederen, in het bijzonder wanneer er verschil van mening is tussen de partijen bij het conflict met betrekking tot de toepassing of de uitlegging van de bepalingen van dit Verdrag of het Reglement van Uitvoering.

2. Te dien einde kan elk der beschermende mogendheden op uitnodiging van een Partij, van de Directeur-Generaal van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur, of uit eigen beweging aan de partijen bij het conflict een bijeenkomst van haar vertegenwoordigers voorstellen en in het bijzonder van de autoriteiten belast met de bescherming van culturele goederen, zo nodig op daartoe geschikt neutraal grondgebied. De partijen bij het conflict zijn gehouden, gevolg te geven aan de haar gedane voorstellen tot het houden van een bijeenkomst. De beschermende mogendheden zullen aan de partijen bij het conflict een voorstel ter goedkeuring voorleggen betreffende een persoon, behorende tot een neutrale mogendheid, of een persoon voorgesteld door de Directeur-Generaal van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur, die uitgenodigd zal worden aan deze bijeenkomst deel te nemen in de hoedanigheid van voorzitter.

Artikel 23

Medewerking van de U.N.E.S.C.O.

1. De Hoge Verdragsluitende Partijen kunnen een beroep doen op de technische medewerking van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur met betrekking tot het organiseren van de bescherming van haar culturele goederen of met betrekking tot ieder ander probleem, voortvloeiende uit de toepassing van dit Verdrag en van het Reglement van Uitvoering. De Organisatie zal haar medewerking verlenen binnen de grenzen van haar programma en van haar mogelijkheden.

2. De Organisatie is bevoegd uit eigen beweging voorstellen op dit gebied te doen aan de Hoge Verdragsluitende Partijen.

Artikel 24

Bijzondere overeenkomsten

1. De Hoge Verdragsluitende Partijen kunnen bijzondere overeenkomsten sluiten betreffende alle zaken, waaromtrent het haar wenselijk voorkomt afzonderlijke voorzieningen te treffen.

2. Er mag geen bijzondere overeenkomst worden gesloten, waarbij de door deze Overeenkomst aan culturele goederen en aan het personeel belast met hun bescherming toegekende bescherming wordt verminderd.

Artikel 25

Verspreiding van de tekst van het Verdrag

De Hoge Verdragsluitende Partijen verbinden zich, zowel in vredetijd als tijdens een gewapend conflict, in haar onderscheidene landen een zo groot mogelijke bekendheid te geven aan de tekst van dit Verdrag en aan het Reglement van Uitvoering. Zij verbinden

zich in het bijzonder de studie ervan op te nemen in haar programma's van militaire en, indien mogelijk, burgerlijke opleiding, zodanig dat de beginselen ervan ter kennis worden gebracht van de gehele bevolking, in het bijzonder van de strijdkrachten en van het personeel belast met de bescherming van culturele goederen.

Artikel 26

Vertalingen en rapporten

1. De Hoge Verdragsluitende Partijen zullen elkander door bemiddeling van de Directeur-Generaal van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur de officiële vertalingen van dit Verdrag en van het Reglement van Uitvoering doen toekomen.

2. Bovendien zullen zij ten minste iedere vier jaar aan de Directeur-Generaal een rapport doen toekomen, dat alle inlichtingen bevat, welke zij geschikt achten, betreffende de maatregelen, die door haar onderscheidene administraties zijn genomen of worden voorbereid of overwogen ter uitvoering van dit Verdrag en van het Reglement van Uitvoering.

Artikel 27

Vergaderingen

1. De Directeur-Generaal van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur kan met toestemming van de Uitvoerende Raad vergaderingen van vertegenwoordigers van de Hoge Verdragsluitende Partijen bijeenroepen. Hij is verplicht dit te doen, indien ten minste een vijfde van de Hoge Verdragsluitende Partijen dit verzoekt.

2. Onverminderd alle andere functies, die aan de vergadering zijn opgedragen door dit Verdrag of door het Reglement van Uitvoering, heeft zij tot taak de problemen betrekking hebbende op de toepassing van het Verdrag en het Reglement van Uitvoering te bestuderen en daaromtrent aanbevelingen te doen.

3. Indien de meerderheid van de Hoge Verdragsluitende Partijen is vertegenwoordigd, kan de vergadering bovendien overgaan tot een herziening van het Verdrag en van het Reglement van Uitvoering, overeenkomstig de bepalingen van artikel 39.

Artikel 28

Sancties

De Hoge Verdragsluitende Partijen verbinden zich, binnen het kader van haar strafrechtspleging, alle noodzakelijke maatregelen te nemen teneinde te bereiken, dat de personen, onverschillig hun nationaliteit, die dit Verdrag schenden of opdracht geven het te schenden, zullen worden vervolgd en strafrechtelijk of disciplinair gestraft.

Slotbepalingen

Artikel 29

Talen

1. Dit Verdrag is opgesteld in het Engels, Frans, Russisch en Spaans, zijnde de vier teksten gelijkelijk authentiek.

2. De Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur zal vertalingen doen vervaardigen in de andere officiële talen van haar Algemene Conferentie.

Artikel 30

Ondertekening

Dit Verdrag zal de datum dragen van 14 Mei 1954 en zal tot 31 December 1954 ter ondertekening opengesteld blijven voor alle Staten, die uitgenodigd zijn tot de Conferentie, welke van 21 April 1954 tot 14 Mei 1954 te 's-Gravenhage is gehouden.

Artikel 31

Bekrachtiging

1. Dit Verdrag zal worden bekrachtigd door de ondertekenende Staten overeenkomstig hun onderscheidene grondwettelijke procedures.

2. De akten van bekrachtiging zullen worden nedergelegd bij de Directeur-Generaal van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur.

Artikel 32

Toetreding

Van de dag van zijn inwerkingtreding af zal dit Verdrag ter toetreding opengesteld blijven zowel voor alle in Artikel 30 bedoelde Staten, die het niet ondertekend hebben, als voor iedere andere Staat, die tot toetreding wordt uitgenodigd door de Uitvoerende Raad van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur. Toetreding vindt plaats door nederlegging van een akte van toetreding bij de Directeur-Generaal van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur.

Artikel 33

Inwerkingtreding

1. Dit Verdrag treedt in werking drie maanden nadat vijf akten van bekrachtiging zijn nedergelegd.

2. Daarna treedt dit Verdrag ten aanzien van iedere Hoge Verdragsluitende Partij in werking, drie maanden na de nederlegging van haar akte van bekrachtiging of toetreding.

3. De in de artikelen 18 en 19 bedoelde omstandigheden zullen de door de partijen bij het conflict voor of na het begin van de vijandelijkheden of van de bezetting nedergelegde akten van bekrachtiging of toetreding onmiddellijk van kracht doen worden. In die gevallen zal de Directeur-Generaal van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur langs de snelste weg de mededelingen doen bedoeld in artikel 38.

Artikel 34

Toepassing

1. Iedere Staat, die Partij is bij dit Verdrag op de dag van zijn inwerkingtreding, neemt alle maatregelen, welke nodig zijn voor het daadwerkelijk toepassen van het Verdrag binnen een tijdsverloop van zes maanden na die inwerkingtreding.

2. Dit tijdsverloop bedraagt zes maanden, te rekenen van de datum van nederlegging van de akte van bekrachtiging of toetreding, voor iedere Staat, die zijn akte van bekrachtiging of van toetreding nederlegt na de dag van inwerkingtreding van het Verdrag.

Artikel 35

Territoriale uitbreiding van de werkingssfeer van het Verdrag

Iedere Hoge Verdragsluitende Partij kan ten tijde van de bekrachtiging of de toetreding, of op ieder later tijdstip, door een mededeling gericht aan de Directeur-Generaal van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur, verklaren, dat dit Verdrag mede van toepassing zal zijn op alle of sommige gebieden, voor welke internationale betrekkingen zij verantwoordelijk is. Deze mededeling wordt van kracht drie maanden na de dag van ontvangst.

Artikel 36

Verhouding tot vroegere Verdragen

1. In de betrekkingen tussen de Mogendheden, die gebonden zijn door de Verdragen van 's-Gravenhage nopens de wetten en gebruiken van de oorlog te land (IV) en nopens het bombardement door een scheepsmacht in tijd van oorlog (IX), hetzij die van 29 Juli 1899 of die van 18 October 1907, en die Partij zijn bij het onderhavige Verdrag, zal dit laatstgenoemde Verdrag het bovenvermelde Verdrag (IX) en het Reglement als bijlage gehecht aan het bovengenoemd Verdrag (IV), aanvullen en zal het teken bedoeld in artikel 5 van het bovenvermelde Verdrag (IX) worden vervangen door het kenteken, bedoeld in artikel 16 van dit Verdrag, voor de gevallen, waarin dit en zijn Reglement van Uitvoering het gebruiken van dit kenteken regelen.

2. In de betrekkingen tussen de Mogendheden, die gebonden zijn door het Pact van Washington van 15 April 1935 voor de bescherming van inrichtingen van kunst of wetenschap en van monumenten van geschiedenis (Pact Roerich) en die Partij zijn bij dit Verdrag, zal dit laatste het Pact Roerich aanvullen en zal de onderscheidingsvlag, bedoeld in artikel III van het Pact, worden vervangen door het kenteken, bedoeld in artikel 16 van dit Verdrag voor de gevallen, waarin dit en zijn Reglement van Uitvoering het gebruiken van dit kenteken regelen.

Artikel 37

Opzegging

1. Ieder der Hoge Verdragsluitende Partijen heeft de bevoegdheid dit Verdrag op te zeggen voor zichzelf of voor ieder gebied, voor welks internationale betrekkingen zij verantwoordelijk is.

2. De opzegging wordt medegedeeld door middel van een schriftelijke akte, welke wordt nedergelegd bij de Directeur-Generaal van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur.

3. De opzegging wordt van kracht een jaar na de ontvangst van de akte van opzegging. Indien echter de opzeggende Partij op het ogenblik, dat deze termijn van een jaar afloopt, betrokken is bij een gewapend conflict, heeft de opzegging geen gevolg zolang de vijandelijkheden niet zijn beëindigd en in geen geval zolang de terugvoering van culturele goederen naar het gebied van herkomst niet is voltooid.

Artikel 38

Kennisgevingen

De Directeur-Generaal van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur zal zowel de Staten, bedoeld in de artikelen 30 en 32, als de Verenigde Naties, in kennis stellen van de nederlegging van alle akten van bekrachtiging, toetreding of aanvaarding, bedoeld in de artikelen 31, 32 en 39, evenals van de mededelingen en opzeggingen, bedoeld in de artikelen 35, 37 en 39.

Artikel 39

Herziening van het Verdrag en van zijn Reglement van Uitvoering

1. Ieder der Hoge Verdragsluitende Partijen kan wijzigingen voorstellen in de tekst van dit Verdrag en zijn Reglement van Uitvoering.

De tekst van elke voorgestelde wijziging wordt medegedeeld aan de Directeur-Generaal van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur, die de tekst zal mededelen aan alle Hoge Verdragsluitende Partijen, aan wie hij tegelijkertijd zal vragen binnen vier maanden te doen weten:

a) of zij wensen, dat een conferentie wordt bijeengeroepen om de voorgestelde wijziging te bestuderen;

b) of zij van mening zijn, dat de voorgestelde wijziging moet worden aanvaard zonder dat een conferentie bijeen wordt geroepen;

c) of zij van mening zijn, dat de voorgestelde wijziging moet worden verworpen zonder dat een conferentie bijeen wordt geroepen.

2. De Directeur-Generaal zal de krachtens lid 1 van dit artikel ontvangen antwoorden aan alle Hoge Verdragsluitende Partijen doorgeven.

3. Indien alle Hoge Verdragsluitende Partijen, die haar oordeel binnen de voorgeschreven termijn, overeenkomstig lid 1 (b) van dit artikel, ter kennis hebben gebracht van de Directeur-Generaal van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur, de Directeur-Generaal mededelen dat zij van mening zijn, dat de wijziging moet worden aanvaard zonder dat een conferentie bijeen wordt geroepen, zal de Directeur-Generaal overeenkomstig artikel 38, mededeling doen van haar beslissing. De wijziging zal voor alle Hoge Verdragsluitende Partijen van kracht worden na een termijn van 90 dagen te rekenen van die kennisgeving.

4. De Directeur-Generaal roept een conferentie van de Hoge Verdragsluitende Partijen bijeen ter bestudering van de voorgestelde wijziging, indien hem dit wordt verzocht door meer dan een derde van de Hoge Verdragsluitende Partijen.

5. De wijzigingen van dit Verdrag of van het Reglement van Uitvoering, waarvoor de in het vorige lid bedoelde procedure wordt gevolgd, worden pas van kracht nadat zij met eenparigheid van stemmen zijn aanvaard door de Hoge Verdragsluitende Partijen, welke ter conferentie zijn vertegenwoordigd en indien zij zijn aanvaard door ieder van de Hoge Verdragsluitende Partijen.

6. De aanvaarding door de Hoge Verdragsluitende Partijen van de wijzigingen van het Verdrag of van het Reglement van Uitvoering, welke zijn aangenomen door de conferentie, bedoeld in de leden 4 en 5, geschiedt door de nederlegging van een officiële akte bij de Directeur-Generaal van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur.

7. Na het van kracht worden van wijzigingen van dit Verdrag of van het Reglement van Uitvoering kan alleen bekrachtiging van, of toetreding tot, de aldus gewijzigde tekst van het Verdrag of van het Reglement van Uitvoering plaats vinden.

Artikel 40

Registratie

Overeenkomstig artikel 102 van het Handvest van de Verenigde Naties zal dit Verdrag worden geregistreerd bij het Secretariaat van

de Verenigde Naties op verzoek van de Directeur-Generaal van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur.

Ten blijke waarvan de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, dit Verdrag hebben ondertekend.

Gedaan te 's-Gravenhage, de veertiende Mei 1954, in een enkel exemplaar, dat zal worden nedergelegd in het archief van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur en waarvan voor eensluidend gewaarmerkte afschriften zullen worden verstrekt aan alle Staten, bedoeld in de artikelen 30 en 32, alsmede aan de Verenigde Naties.

**Reglement van uitvoering van het Verdrag inzake de bescherming
van culturele goederen in geval van een gewapend conflict**

HOOFDSTUK I

Contrôle

Artikel 1

Internationale lijst van personen

Bij de inwerkingtreding van het Verdrag zal de Directeur-Generaal van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur een internationale lijst opstellen van alle personen, aangewezen door de Hoge Verdragsluitende Partijen als geschikt voor het vervullen van de functie van Commissaris-Generaal voor culturele goederen. Op initiatief van de Directeur-Generaal van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur zal deze lijst periodiek worden herzien, op grond van de verzoeken ontvangen van de Hoge Verdragsluitende Partijen.

Artikel 2

Organisatie van de contrôle

Zodra een Hoge Verdragsluitende Partij betrokken is bij een gewapend conflict, waarop artikel 18 van het Verdrag van toepassing is,

a) benoemt zij een vertegenwoordiger voor de culturele goederen gelegen op haar grondgebied; indien zij een ander grondgebied bezet houdt, benoemt zij een speciale vertegenwoordiger voor de culturele goederen welke zich daar bevinden;

b) benoemt de beschermende mogendheid, optredend voor elk der Partijen welke in een conflict is gewikkeld met deze Hoge Verdragsluitende Partij, afgevaardigden bij deze laatste, overeenkomstig het hierna volgend artikel 3;

c) wordt overeenkomstig artikel 4 bij deze Hoge Verdragsluitende Partij een Commissaris-Generaal voor culturele goederen benoemd.

Artikel 3

*Aanwijzing van de afgevaardigden der
beschermende mogendheden*

De beschermende mogendheid wijst haar afgevaardigden aan uit de leden van haar diplomatiek of consulaire personeel of, met instemming van de Partij waarbij zij worden geaccrediteerd, uit andere personen.

Artikel 4

Aanwijzing van de Commissaris-Generaal

1. De Commissaris-Generaal voor culturele goederen wordt gekozen uit de personen, die op de internationale lijst voorkomen, in onderlinge overeenstemming tussen de Partij waarbij hij wordt geaccrediteerd en de beschermende mogendheden der tegenover elkan- der staande Partijen.

2. Indien de Partijen het niet eens kunnen worden gedurende de drie weken volgende op de opening van haar besprekingen op dit punt, verzoeken zij de President van het Internationaal Gerechtshof de Commissaris-Generaal aan te wijzen, die pas in functie zal treden, nadat de Partij, waarbij hij wordt geaccrediteerd, zijn benoeming heeft goedgekeurd.

Artikel 5

Bevoegdheden der afgevaardigden

De afgevaardigden der beschermende mogendheden nemen kennis van schendingen van het Verdrag, stellen, met toestemming van de Partij, waarbij zij zijn geaccrediteerd, een onderzoek in naar de omstandigheden waaronder zij hebben plaatsgevonden, ondernemen ter plaatse stappen ten einde deze schendingen te doen ophouden en stellen zo nodig de Commissaris-Generaal in kennis van de schen- dingen. Zij houden hem op de hoogte van hun werkzaamheden.

Artikel 6

Bevoegdheden van de Commissaris-Generaal

1. De Commissaris-Generaal voor culturele goederen behandelt, met de vertegenwoordiger van de partij, waarbij hij is geaccrediteerd en met de betrokken afgevaardigden, de vraagstukken welke bij hem aanhangig worden gemaakt betreffende de toepassing van het Ver- drag.

2. Hij is bevoegd, beslissingen te nemen en benoemingen te doen in de gevallen genoemd in dit Reglement.

3. Met instemming van de Partij, waarbij hij is geaccrediteerd, heeft hij het recht opdracht te geven tot een onderzoek of dit onder- zoek zelf te leiden.

4. Bij de Partijen bij het conflict of bij haar beschermende mogend- heden doet hij alle stappen, welke hij nuttig oordeelt voor de toe- passing van het Verdrag.

5. Hij stelt de nodige rapporten op omtrent de toepassing van het Verdrag en brengt ze ter kennis van de betrokken Partijen evenals van haar beschermende mogendheden. Hij zendt er afschriften van aan de Directeur-Generaal van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur, die slechts van de tech- nische gegevens, welke zij bevatten, gebruik zal mogen maken.

6. Indien er geen beschermende mogendheid is, oefent de Commissaris-Generaal de functies uit, welke aan de beschermende mogendheid worden toegekend door de artikelen 21 en 22 van het Verdrag.

Artikel 7

Inspecteurs en deskundigen

1. Telkens wanneer de Commissaris-Generaal voor culturele goederen, op verzoek of na raadpleging van de betrokken afgevaardigden, het nodig oordeelt, vraagt hij de instemming van de Partij, waarbij hij is geaccrediteerd, voor de benoeming van een persoon als inspecteur voor culturele goederen belast met een bepaalde opdracht. Een inspecteur is slechts verantwoordelijk tegenover de Commissaris-Generaal.

2. De Commissaris-Generaal, de afgevaardigden en de inspecteurs kunnen een beroep doen op de diensten van deskundigen, wier aanwijzing eveneens de instemming zal moeten hebben van de Partij vermeld in het vorige lid.

Artikel 8

Vervulling van de contrôle-opdracht

De Commissarissen-Generaal voor culturele goederen, de afgevaardigden der beschermende mogendheden, de inspecteurs en de deskundigen mogen in geen geval de bevoegdheden van hun opdracht overschrijden. Zij moeten met name rekening houden met hetgeen nodig is in het belang van de veiligheid van de Hoge Verdragsluitende Partij, waarbij zij zijn geaccrediteerd en zij moeten in alle omstandigheden handelen overeenkomstig de vereisten van de militaire situatie, zoals deze hun door die Hoge Verdragsluitende Partij zal worden medegedeeld.

Artikel 9

Vervanging der beschermende mogendheden

Indien een Partij bij het conflict niet of niet langer het voordeel geniet van de bemoeiingen van een beschermende mogendheid, kan een neutrale Staat worden aangezocht de functies van beschermende mogendheid op zich te nemen met het oog op het aanwijzen van een Commissaris-Generaal voor culturele goederen volgens de procedure voorzien in bovenstaand artikel 4.

De aldus aangewezen Commissaris-Generaal kent eventueel aan inspecteurs de functie toe van afgevaardigde der beschermende mogendheden als bepaald in dit Reglement.

Artikel 10

Onkosten

De beloning en de onkosten van de Commissaris-Generaal voor culturele goederen, van de inspecteurs en van de deskundigen, komen

ten laste van de Partij, waarbij zij zijn geaccrediteerd; omtrent de beloning en de onkosten van de afgevaardigden der beschermende mogendheden zal overeenstemming moeten worden bereikt tussen deze mogendheden en de Staten, wier belangen zij behartigen.

HOOFDSTUK II

Bijzondere bescherming

Artikel 11

Noodschuilplaatsen

1. Indien tijdens een gewapend conflict een Hoge Verdragsluitende Partij door onvoorziene omstandigheden er toe gebracht wordt een noodschuilplaats in te richten en indien zij wenst dat deze schuilplaats onder bijzondere bescherming wordt geplaatst, doet zij daarvan onverwijld mededeling aan de Commissaris-Generaal, die bij haar is geaccrediteerd.

2. Indien de Commissaris-Generaal van mening is, dat de omstandigheden en de belangrijkheid der culturele goederen, welke in deze noodschuilplaats zijn ondergebracht, een zodanige maatregel rechtvaardigen, kan hij de Hoge Verdragsluitende Partij machtigen er het kenteken op aan te brengen omschreven in artikel 16 van het Verdrag. Hij deelt zijn beslissing onverwijld mede aan de betrokken afgevaardigden der beschermende mogendheden, waarvan ieder, binnen een termijn van 30 dagen, de onmiddellijke verwijdering van het kenteken kan gelasten.

3. Zodra deze afgevaardigden hun accoordbevinding hebben medegedeeld of indien de termijn van 30 dagen is verstreken zonder dat een der betrokken afgevaardigden bezwaren heeft ingediend en indien de noodschuilplaats naar de mening van de Commissaris-Generaal voldoet aan de eisen gesteld in artikel 8 van het Verdrag, verzoekt de Commissaris-Generaal de Directeur-Generaal van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur de schuilplaats in te schrijven in het Register van culturele goederen onder bijzondere bescherming.

Artikel 12

Internationaal Register van culturele goederen onder bijzondere bescherming

1. Er wordt een „Internationaal Register van culturele goederen onder bijzondere bescherming” aangelegd.

2. De Directeur-Generaal van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur houdt dit Register bij. Hij verstrekt hiervan afschriften aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties en aan de Hoge Verdragsluitende Partijen.

3. Het Register is verdeeld in afdelingen; elk op naam van een Hoge Verdragsluitende Partij. Elke afdeling is verdeeld in drie paragrafen, onderscheidenlijk genaamd: schuilplaatsen, monumenten-centra, andere onroerende culturele goederen. De Directeur-Generaal stelt vast, welke bijzonderheden in elke afdeling moeten worden opgenomen.

Artikel 13

Verzoeken om inschrijving

1. Elke Hoge Verdragsluitende Partij kan tot de Directeur-Generaal van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur aanvragen richten tot inschrijving in het Register van bepaalde op haar grondgebied gelegen schuilplaatsen, monumenten-centra of andere onroerende culturele goederen. In die aanvragen moeten aanwijzingen worden gegeven betreffende de ligging dezer goederen en er moet in worden verklaard, dat deze goederen voldoen aan de eisen gesteld in artikel 8 van het Verdrag.

2. In geval van bezetting heeft de bezettende mogendheid de bevoegdheid dergelijke aanvragen te doen.

3. De Directeur-Generaal van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur zendt onverwijld een afschrift der aanvragen om inschrijving aan elk der Hoge Verdragsluitende Partijen.

Artikel 14

Bezwaren

1. Elk der Hoge Verdragsluitende Partijen kan bezwaar maken tegen de inschrijving van een cultureel goed door middel van een brief gericht aan de Directeur-Generaal van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur. Deze brief moet door hem zijn ontvangen binnen een termijn van vier maanden te rekenen van de dag, waarop hij afschrift van het verzoek om inschrijving heeft verzonden.

2. Een zodanig bezwaar moet met redenen zijn omkleed. De redenen kunnen alleen de volgende zijn:

a) het goed is niet een cultureel goed;

b) er is niet voldaan aan de voorwaarden van artikel 8 van het Verdrag.

3. De Directeur-Generaal zendt onverwijld een afschrift van het bezwaarschrift aan de Hoge Verdragsluitende Partijen. Eventueel wint hij het advies in van het Comité international pour les monuments, les sites d'art et d'histoire et les sites de fouilles archéologiques (Internationale Monumentencommissie) en, bovendien, als hij het nodig oordeelt, van elk ander bevoegd orgaan of elke andere bevoegde persoon.

4. De Directeur-Generaal, of de Hoge Verdragssluitende Partij die om de inschrijving heeft verzocht, kan bij de Hoge Verdragssluitende Partijen, die bezwaar hebben gemaakt, alle nodige stappen doen, opdat dit bezwaar wordt ingetrokken.

5. Indien een Hoge Verdragssluitende Partij, na in vredestijd de inschrijving in het Register van een cultureel goed te hebben aangevraagd, bij een gewapend conflict wordt betrokken voordat de inschrijving heeft plaatsgevonden, zal het betrokken culturele goed onmiddellijk, doch voorlopig, in het Register worden ingeschreven door de Directeur-Generaal, in afwachting van de bevestiging, intrekking of afwijzing van elk bezwaar dat eventueel is of wordt ingediend.

6. Indien binnen een termijn van zes maanden, te rekenen van de dag, waarop hij het bezwaarschrift heeft ontvangen, de Directeur-Generaal van de Hoge Verdragssluitende Partij, die bezwaar heeft gemaakt, geen mededeling ontvangt meldende dat dit bezwaar is ingetrokken, kan de Hoge Verdragssluitende Partij, die een aanvraag tot inschrijving heeft ingediend, een scheidsrechterlijke uitspraak verzoeken in overeenstemming met de in het volgende lid vermelde procedure.

7. Het verzoek om een scheidsrechterlijke beslissing moet gedaan worden ten hoogste een jaar na de datum waarop de Directeur-Generaal het bezwaarschrift heeft ontvangen. Elke Partij bij het geschil wijst een scheidsrechter aan. Indien het verzoek om inschrijving van de zijde van meer dan een Partij bezwaar ontmoet, wijzen de Hoge Verdragssluitende Partijen, die bezwaar hebben gemaakt, tezamen één scheidsrechter aan. De beide scheidsrechters kiezen, aan de hand van de internationale lijst bedoeld in artikel 1 van dit Reglement, een derde scheidsrechter, die als voorzitter zal optreden; indien de scheidsrechters niet tot overeenstemming kunnen komen ten aanzien van hun keuze, vragen zij de President van het Internationaal Gerechtshof, een derde scheidsrechter aan te wijzen, die niet noodzakelijkerwijs op de internationale lijst behoeft voor te komen. Het aldus gevormde scheidsgerecht stelt zijn eigen procedure vast; van zijn uitspraken is geen hoger beroep mogelijk.

8. Elk der Hoge Verdragssluitende Partijen kan, wanneer zich een geschil voordoet waarbij zij partij is, verklaren, dat zij de scheidsrechterlijke procedure, welke voorzien is in het vorige lid, niet wenst toe te passen. In dat geval wordt het bezwaar tegen een verzoek om inschrijving door de Directeur-Generaal voorgelegd aan de Hoge Verdragssluitende Partijen. Het bezwaar wordt slechts bevestigd, indien de Hoge Verdragssluitende Partijen daartoe besluiten met een tweederde meerderheid der aan de stemming deelnemende Partijen. De stemming zal plaatsvinden door middel van correspondentie, tenzij de Directeur-Generaal van de Organisatie der Verenigde Naties voor

Onderwijs, Wetenschap en Cultuur het nodig oordeelt een vergadering bijeen te roepen krachtens de bevoegdheid, welke hem is verleend bij artikel 27 van het Verdrag. Indien de Directeur-Generaal besluit, de stemming bij correspondentie te houden, zal hij de Hoge Verdragsluitende Partijen verzoeken hem haar stem te doen toekomen onder verzegeld couvert binnen een termijn van zes maanden te rekenen van de dag, waarop het verzoek daartoe tot hen zal zijn gericht.

Artikel 15

Inschrijving

1. De Directeur-Generaal van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur laat elk cultureel goed, ten aanzien waarvan een verzoek tot inschrijving gedaan is, onder een volgnummer in het Register inschrijven, indien tegen dit verzoek, binnen de termijn voorzien in het eerste lid van artikel 14, geen bezwaar is gemaakt.

2. Ingeval een bezwaar is ingediend, en onverminderd het vermelde in lid 5 van artikel 14, gaat de Directeur-Generaal slechts over tot inschrijving van het goed in het Register, indien het bezwaar is ingetrokken of indien het niet is bevestigd ingevolge de procedures, bedoeld in hetzij lid 7, hetzij lid 8 van artikel 14.

3. In het geval, bedoeld in lid 3 van artikel 11, verricht de Directeur-Generaal de inschrijving op verzoek van de Commissaris-Generaal voor culturele goederen.

4. De Directeur-Generaal zendt onverwijld aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties, aan de Hoge Verdragsluitende Partijen en, indien de Partij die om de inschrijving heeft gevraagd zulks verzoekt, aan alle andere Staten, bedoeld in artikel 30 en 32 van het Verdrag, een gewaarmerkt afschrift van elke inschrijving in het Register. De inschrijving wordt van kracht dertig dagen na deze verzending.

Artikel 16

Doorhaling in het Register

1. De Directeur-Generaal van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur laat de inschrijving van een cultureel goed in het Register doorhalen:

a) op verzoek van de Hoge Verdragsluitende Partij, op welker grondgebied het culturele goed zich bevindt;

b) indien de Hoge Verdragsluitende Partij, die om inschrijving had verzocht, het Verdrag heeft opgezegd en wanneer deze opzegging van kracht is geworden;

c) in het speciale geval voorzien in lid 5 van artikel 14, wanneer een bezwaar is bevestigd op grond van de procedure bedoeld in hetzij lid 7, hetzij in lid 8 van artikel 14.

2. De Directeur-Generaal zendt onverwijld aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties en aan alle Staten, die afschrift van de inschrijving hebben ontvangen, een gewaarmerkt afschrift van de doorhaling van deze inschrijving in het Register. De doorhaling wordt van kracht 30 dagen na deze verzending.

HOOFDSTUK III

Vervoer van culturele goederen

Artikel 17

Procedure ter verkrijging van onschendbaarheid

1. Het verzoek, bedoeld in lid 1 van artikel 12 van het Verdrag, wordt gericht tot de Commissaris-Generaal voor culturele goederen. Het moet de redenen vermelden die aan het verzoek ten grondslag liggen en het geschatte aantal en de belangrijkheid opgeven der te vervoeren culturele goederen, de plaats waar deze goederen zich thans bevinden, de plaats waarheen zij zouden moeten worden overgebracht, de te gebruiken middelen van vervoer, de te volgen weg, de datum waarop wordt voorgesteld het vervoer te doen plaatsvinden en alle andere inlichtingen welke van belang kunnen zijn.

2. Indien de Commissaris-Generaal, na de adviezen te hebben ingewonnen welke hij nodig acht, van oordeel is dat dit vervoer gerechtvaardigd is, raadpleegt hij de betrokken afgevaardigden der beschermende mogendheden omtrent de maatregelen, welke zijn voorgesteld om het vervoer ten uitvoer te leggen. Na deze raadpleging doet hij mededeling van het vervoer aan de Partijen, die bij het conflict betrokken zijn en voegt aan deze mededeling alle inlichtingen toe, welke van nut kunnen zijn.

3. De Commissaris-Generaal wijst een of meer inspecteurs aan, die nagaan of het transport uitsluitend de goederen omvat vermeld in het verzoek, of het vervoer plaats heeft op de goedgekeurde wijze, en of het transport voorzien is van het kenteken. De inspecteur of inspecteurs vergezellen het transport tot de plaats van bestemming.

Artikel 18

Vervoer naar het buitenland

Als de overbrenging onder bijzondere bescherming plaatsvindt naar het grondgebied van een ander land, is deze overbrenging niet alleen onderworpen aan artikel 12 van het Verdrag en aan artikel 17 van dit Reglement, maar ook aan de volgende bepalingen:

a) Gedurende de tijd, dat culturele goederen op het grondgebied van een andere Staat verblijven, zal deze er de bewaarder van zijn. Aan het bewaren van deze goederen zal hij minstens evenveel zorg moeten besteden als aan zijn eigen culturele goederen van vergelijkbare belangrijkheid.

b) De Staat, welke als bewaarder optreedt, geeft deze goederen slechts na beëindiging van het conflict terug; deze teruggave vindt plaats binnen een termijn van zes maanden nadat het verzoek om teruggave is gedaan.

c) Gedurende de verschillende transporten en tijdens hun verblijf op het grondgebied van een andere Staat, zijn de culturele goederen beschermd tegen inbeslagneming en er mag niet over hen worden beschikt noch door de inbewaringgever noch door de inbewaringnemer. Wanneer echter de veiligheid der goederen zulks vereist, kan de inbewaringnemer met toestemming van de inbewaringgever de goederen doen overbrengen naar het grondgebied van een derde land, onder de voorwaarden omschreven in dit artikel.

d) Het verzoek om bijzondere bescherming moet vermelden dat de Staat, naar wiens grondgebied het vervoer zal plaatsvinden, de bepalingen van dit artikel aanvaardt.

Artikel 19

Bezet gebied

Wanneer een Hoge Verdragsluitende Partij, welke het grondgebied van een andere Hoge Verdragsluitende Partij bezet houdt, culturele goederen vervoert naar een elders op dat grondgebied gelegen schuilplaats, zonder de procedure te kunnen volgen, voorzien in artikel 17 van het Reglement, wordt genoemd transport niet beschouwd als een ontvreemding in de zin van artikel 4 van het Verdrag, indien de Commissaris-Generaal voor culturele goederen schriftelijk verklaart, na het normale beschermingspersoneel te hebben geraadpleegd, dat de omstandigheden dit vervoer noodzakelijk maakten.

HOOFDSTUK IV

Kenteken

Artikel 20

Het aanbrengen van het kenteken

1. Het bepalen van de plaats waar het kenteken moet worden aangebracht en van de graad van zichtbaarheid van het kenteken wordt overgelaten aan de beoordeling der bevoegde instanties van elke Hoge Verdragsluitende Partij. Het kenteken kan met name voorkomen op vlaggen of banden om de arm. Het kan op een voorwerp worden geschilderd of op elke andere passende wijze worden aangebracht.

2. In geval van gewapend conflict, en in de gevallen voorzien bij de artikelen 12 en 13 van het Verdrag, moet het kenteken echter, onverminderd de mogelijkheid van een eventueel vollediger aanduiding, op zodanige wijze op de transportmiddelen worden aangebracht dat het overdag goed zichtbaar is, zowel uit de lucht als op de grond.

Het kenteken moet op de grond zichtbaar zijn:

a) op onderling gelijke afstanden voldoende om op duidelijke wijze de omtrek aan te geven van een monumenten-centrum onder bijzondere bescherming;

b) bij de ingang van andere onroerende culturele goederen onder bijzondere bescherming.

Artikel 21

Identificatie van personen

1. De personen bedoeld in artikel 17 van het Verdrag, lid 2 (b) en (c), mogen om de arm een band dragen voorzien van het kenteken, afgegeven en gestempeld door de bevoegde autoriteiten.

2. Zij dragen een speciaal identiteitsbewijs bij zich dat voorzien is van het kenteken. Dit bewijs vermeldt ten minste naam en voornamen, geboortedatum, titel of rang en de functie van de houder. Het bewijs is voorzien van de foto van de houder en, bovendien, hetzij van zijn handtekening, hetzij van zijn vingerafdrukken, of van beide tegelijk. Het bewijs draagt het droogstempel der bevoegde autoriteiten.

3. Elke Hoge Verdragsluitende Partij stelt haar eigen identiteitsbewijs vast, waarbij zij uitgaat van het model, dat bij wijze van voorbeeld bij dit Reglement is gevoegd. De Hoge Verdragsluitende Partijen doen elkander voorbeelden toekomen van het model, dat zij gebruiken.

Identiteitsbewijzen worden zo mogelijk ten minste in twee exemplaren opgemaakt, waarvan er een bewaard wordt door de mogendheid welke deze heeft afgegeven.

4. Het identiteitsbewijs van de hierboven genoemde personen mag, behoudens geldige reden, hun niet worden ontnomen, terwijl hun evenmin het recht mag worden ontnomen de band om de arm te dragen.

Voorzijde

**IDENTITEITSBEWIJS**

voor het personeel belast met de
bescherming van culturele goederen

Naam

Voornamen

Geboortedatum

Titel of rang

Functie

is houder van dit bewijs krachtens het Verdrag van
's-Gravenhage van 14 Mei 1954 voor de bescherming
van culturele goederen in geval van een gewapend
conflict

Datum van afgifte

Nummer van het bewijs

.....

.....

Achterzijde

<p>Foto van de houder</p>		<p>Handtekening of vingerafdrukken van de houder of beide</p>	
		<p>Droogstempel van de instantie welke het bewijs afgeeft</p>	
<p>Lengte</p>	<p>Ogen</p>	<p>Haar</p>	
<p>Andere bijzondere kentekenen</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>			

(Zie voor de ondertekeningen na de Franse en de Engelse tekst, blz. 54.)

Protocol

De Hoge Verdragsluitende Partijen zijn overeengekomen als volgt:

I

1. Elk der Hoge Verdragsluitende Partijen verbindt zich te beletten, dat culturele goederen worden uitgevoerd van een door haar tijdens een gewapend conflict bezet gebied; de definitie van culturele goederen is vervat in artikel I van het op 14 Mei 1954 te 's-Gravenhage ondertekende Verdrag inzake de bescherming van culturele goederen in geval van een gewapend conflict.

2. Elk der Hoge Verdragsluitende Partijen verbindt zich, de culturele goederen, welke in haar grondgebied zijn ingevoerd en welke rechtstreeks of indirect afkomstig zijn van ongeacht welk bezet gebied, in bewaring te nemen. Dit geschiedt bij invoer automatisch of, bij gebreke daarvan, op verzoek van de autoriteiten van laatstbedoeld gebied.

3. Elk der Hoge Verdragsluitende Partijen verbindt zich bij de beëindiging der vijandelijkheden aan de bevoegde autoriteiten van het eertijds bezette gebied de culturele goederen terug te geven, welke zich op haar grondgebied bevinden, indien deze goederen zijn uitgevoerd in strijd met het beginsel vervat in het eerste lid. Zij zullen nooit mogen worden behouden bij wijze van vergoeding van oorlogschade.

4. De Hoge Verdragsluitende Partij, welke de verplichting had de uitvoer van culturele goederen uit het door haar bezette gebied te beletten, moet een schadeloosstelling toekennen aan de bezitters te goeder trouw van culturele goederen, welke volgens de bepalingen van het vorige lid moeten worden teruggegeven.

II

5. Culturele goederen afkomstig uit het gebied van een Hoge Verdragsluitende Partij en door haar met het oog op hun bescherming tegen de gevaren van een gewapend conflict in bewaring gegeven in het gebied van een andere Hoge Verdragsluitende Partij, worden na de beëindiging der vijandelijkheden door deze Partij teruggegeven aan de bevoegde autoriteiten van het gebied van herkomst.

III

6. Dit Protocol zal de datum dragen van 14 Mei 1954 en zal tot 31 December 1954 ter ondertekening opengesteld blijven voor alle Staten, die uitgenodigd zijn tot de Conferentie, welke van 21 April 1954 tot 14 Mei 1954 te 's-Gravenhage is gehouden.

7. a) Dit Protocol zal worden bekrachtigd door de ondertekennende Staten overeenkomstig hun onderscheidene grondwettelijke procedures.

b) De akten van bekrachtiging zullen worden nedergelegd bij de Directeur-Generaal van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur.

8. Van de dag van zijn inwerkingtreding af zal dit Protocol ter toetreding opengesteld blijven zowel voor alle in lid 6 bedoelde Staten, die het niet ondertekend hebben, als voor iedere andere Staat, die tot toetreding wordt uitgenodigd door de Uitvoerende Raad van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur. Toetreding vindt plaats door de nederlegging van een akte van toetreding bij de Directeur-Generaal van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur.

9. De Staten bedoeld in de leden 6 en 8 kunnen, op het ogenblik van ondertekening, bekrachtiging of toetreding verklaren, dat zij zich niet gebonden achten door de bepalingen van Deel I of Deel II van dit Protocol.

10. a) Dit Protocol treedt in werking drie maanden nadat vijf akten van bekrachtiging zijn nedergelegd.

b) Daarna treedt dit Protocol ten aanzien van iedere Hoge Verdragsluitende Partij in werking drie maanden na de nederlegging van haar akte van bekrachtiging of toetreding.

c) De omstandigheden, bedoeld in de artikelen 18 en 19 van het Verdrag inzake de bescherming van culturele goederen in geval van een gewapend conflict, ondertekend te 's-Gravenhage op 14 Mei 1954, zullen de door de Partijen bij het conflict vóór of na het begin der vijandelijkheden of van de bezetting nedergelegde akten van bekrachtiging of toetreding onmiddellijk van kracht doen worden. In die gevallen zal de Directeur-Generaal van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur langs de snelste weg de mededelingen doen bedoeld in lid 14.

11. a) Iedere Staat, die Partij is bij dit Protocol op de dag van zijn inwerkingtreding, neemt alle maatregelen, welke nodig zijn voor het daadwerkelijk toepassen van het Protocol binnen een tijdsverloop van zes maanden na die inwerkingtreding.

b) Dit tijdsverloop bedraagt zes maanden, te rekenen van de datum van nederlegging van de akte van bekrachtiging of toetreding, voor iedere Staat, die zijn akte van bekrachtiging of toetreding nederlegt na de dag van inwerkingtreding van het Protocol.

12. Iedere Hoge Verdragsluitende Partij kan ten tijde van de bekrachtiging of de toetreding, of op ieder later tijdstip, door een mededeling gericht aan de Directeur-Generaal van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur, verklaren, dat dit Protocol mede van toepassing zal zijn op alle of sommige gebieden, voor welke internationale betrekkingen zij verantwoorde-

lijk is. Deze mededeling wordt van kracht drie maanden na de dag van ontvangst.

13. a) Ieder der Hoge Verdragsluitende Partijen heeft de bevoegdheid dit Protocol op te zeggen voor zichzelf of voor ieder gebied, voor welks internationale betrekkingen zij verantwoordelijk is.

b) De opzegging wordt medegedeeld door middel van een schriftelijke akte, welke wordt nedergelegd bij de Directeur-Generaal van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur.

c) De opzegging wordt van kracht een jaar na de ontvangst van de akte van opzegging. Indien echter de opzeggende Partij op het ogenblik, dat deze termijn van een jaar afloopt, betrokken is bij een gewapend conflict, heeft de opzegging geen gevolg zolang de vijandelijkheden niet zijn beëindigd en in geen geval zolang de terugvoering van culturele goederen naar het gebied van herkomst niet is voltooid.

14. De Directeur-Generaal van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur zal zowel de Staten, bedoeld in de leden 6 en 8, als de Verenigde Naties, in kennis stellen van de nederlegging van alle akten van bekrachtiging, toetreding of aanvaarding, bedoeld in de leden 7, 8 en 15, evenals van de mededelingen en opzeggingen, bedoeld in de leden 12 en 13.

15. a) Dit Protocol kan worden herzien indien herziening wordt gevraagd door meer dan een derde der Hoge Verdragsluitende Partijen.

b) De Directeur-Generaal van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur roept daartoe een conferentie bijeen.

c) Wijzigingen van dit Protocol worden pas van kracht nadat zij met eenparigheid van stemmen zijn aanvaard door de Hoge Verdragsluitende Partijen, welke ter conferentie zijn vertegenwoordigd, en indien zij zijn aanvaard door ieder van de Hoge Verdragsluitende Partijen.

d) De aanvaarding door de Hoge Verdragsluitende Partijen van de wijzigingen van dit Protocol, welke zijn aangenomen door de conferentie bedoeld in de alinea's b) en c), geschiedt door de nederlegging van een officiële akte bij de Directeur-Generaal van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur.

e) Na het van kracht worden van wijzigingen van dit Protocol kan alleen bekrachtiging van of toetreding tot de aldus gewijzigde tekst van het Protocol plaatsvinden.

Overeenkomstig artikel 102 van het Handvest van de Verenigde Naties zal dit Protocol worden geregistreerd bij het Secretariaat van de Verenigde Naties op verzoek van de Directeur-Generaal van de

Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur.

Ten blijke waarvan de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, dit Protocol hebben ondertekend.

Gedaan te 's-Gravenhage, de veertiende Mei 1954, in het Engels, Spaans, Frans en Russisch, de vier teksten zijnde gelijkelijk authentiek, in een enkel exemplaar, dat zal worden nedergelegd in het archief van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur en waarvan voor eensluidend gewaarmerkte afschriften zullen worden verstrekt aan alle Staten, bedoeld in de leden 6 en 8, alsmede aan de Verenigde Naties.

(Zie voor de ondertekeningen na de Franse en de Engelse tekst, blz. 68.)

D. GOEDKEURING

Verdrag en Protocol behoeven de goedkeuring der Staten-Generaal ingevolge artikel 60, lid 2, der Grondwet alvorens te kunnen worden bekrachtigd.

E. BEKRACHTIGING

Bekrachtiging van het Verdrag en van het Protocol is voorzien onderscheidenlijk in de artikelen 31 en III, lid 7, a).

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Verdrag zullen ingevolge artikel 33 in werking treden drie maanden na de nederlegging van de vijfde akte van bekrachtiging; hetzelfde geldt voor het Protocol ingevolge artikel III, lid 10, a).

J. GEGEVENS

1. De Franse en Engelse tekst van de Slotakte der Conferentie, bijeengeroepen door de U.N.E.S.C.O., luidt als volgt:

**Acte final de la Conférence intergouvernementale sur la protection
des biens culturels en cas de conflit armé,
La Haye, 1954**

La Conférence convoquée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture en vue d'élaborer et d'adopter

une Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé,

un Règlement d'exécution de ladite Convention,

un Protocole relatif à la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé,

s'est tenue à La Haye sur l'invitation du Gouvernement des Pays-Bas, du 21 avril au 14 mai 1954, et a délibéré sur la base de projets établis par les soins de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

La Conférence a arrêté les textes indiqués ci-après:

Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et Règlement d'exécution de ladite Convention;

Protocole pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé.

Cette Convention, ce Règlement et ce Protocole, dont les textes ont été établis dans les langues anglaise, espagnole, française et russe, sont annexés au présent Acte.

L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture établira la traduction de ces textes dans les autres langues officielles de sa Conférence générale.

La Conférence a, en outre, adopté trois résolutions, qui sont également annexées au présent Acte.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Acte final.

Fait à La Haye, le 14 mai 1954, en langues anglaise, espagnole, française et russe, l'original et les documents qui l'accompagnent devant être déposés dans les archives de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

**Final Act of the Intergovernmental Conference on the Protection
of Cultural Property in the Event of Armed Conflict,
The Hague, 1954**

The Conference convened by the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization for the purpose of drawing up and adopting

a Convention for the Protection of Cultural Property in the Event of Armed Conflict,

Regulations for the Execution of the said Convention, and

a Protocol to the Convention for the Protection of Cultural Property in the Event of Armed Conflict

was held at The Hague, on the invitation of the Government of the Netherlands from 21 April to 14 May, 1954, and deliberated on the basis of drafts prepared by the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

The Conference established the following texts:

Convention of The Hague for the Protection of Cultural Property in the Event of Armed Conflict and Regulations for the execution of the said Convention;

Protocol for the Protection of Cultural Property in the Event of Armed Conflict.

This Convention, these Regulations and this Protocol, the texts of which were established in the English, French, Russian and Spanish languages, are attached to the present Act.

The United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization will make the translation of these texts into the other official languages of its General Conference.

The Conference further adopted three resolutions which are also attached to the present Act.

In witness whereof the undersigned, duly authorized by their respective Governments, have signed the present Final Act.

Done at The Hague, this fourteenth day of May, 1954, in the English, French, Russian and Spanish languages. The original and the documents accompanying it shall be deposited in the archives of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

Pour l'Afghanistan:

For Afghanistan:

Pour la République Populaire
d'Albanie:

For the People's Republic
of Albania:

Pour la République Fédérale
d'Allemagne:

For the German Federal
Republic:

(s.) K. BÜNGER

Pour Andorre:

For Andorra:

Por el Principado Civil de la Mitra de Urgel en Andorra

(s.) JUAN TEIXIDOR

Pour le Royaume
de l'Arabie Saoudite:

For the Kingdom
of Saudi-Arabia:

Pour la République Argentine:

For the Argentine Republic:

Pour l'Australie:

For Australia:

(s.) ALFRED STIRLING

Pour l'Autriche:

For Austria:

Pour la Belgique:

For Belgium:

(s.) M. NYNS

Pour la Bolivie:

For Bolivia:

Pour le Brésil:

For Brazil:

(s.) A. CAMILLO DE OLIVEIRA

Pour la République Populaire
de Bulgarie:

For the Bulgarian People's
Republic:

Pour le Royaume du Cambodge: For the Kingdom of Cambodia:

Pour le Canada: For Canada:

Pour Ceylan: For Ceylon:

Pour le Chili: For Chile:

Pour la Chine: For China:

(s.) CHEN YUAN

Pour la République de Colombie: For the Republic of Colombia:

Pour la République de Corée: For the Republic of Korea:

Pour le Costa Rica: For Costa Rica:

Pour Cuba: For Cuba:

(s.) HILDA LABRADA BERNAL

Pour le Danemark: For Denmark:

Pour l'Égypte: For Egypt:

(s.) A. M. AMIN

Pour l'Équateur: For Ecuador:

(s.) CARLOS MORALES CHACON

Pour l'Espagne:

For Spain:

(s.) JUAN TEIXIDOR

(s.) JUAN MANUEL CASTRO-RIAL CANOSA

Pour les États-Unis
d'Amérique:

For the United States
of America:

(s.) LEONARD CARMICHAEL

Pour l'Éthiopie:

For Ethiopia:

Pour la Finlande:

For Finland:

Pour la France:

For France:

(s.) R. BRICHET

Pour la Grèce:

For Greece:

(s.) CONSTANTIN EUSTATHIADES

(s.) SPIRIDION MARINATOS

Pour le Guatémala:

For Guatemala:

Pour la République d'Haïti:

For the Republic of Haiti:

Pour la République
de Honduras:

For the Republic of Honduras:

Pour la République Populaire
de Hongrie:

For the Hungarian People's
Republic:

(s.) BORIS FAI

Pour l'Inde:

For India:

(s.) N. P. CHAKRAVARTI

Pour la République d'Indonésie: For the Republic of Indonesia:
(s.) DANUSAPUTRO

Pour l'Irak: For Iraq:
(s.) F. BASMACHI

Pour l'Iran: For Iran:
(s.) G. A. RAADI

Pour l'Irlande: For Ireland:
(s.) JOSÉPHINE McNEILL

Pour l'Islande: For Iceland:

Pour l'État d'Israël: For the State of Israel:
(s.) M. AMIR

Pour l'Italie: For Italy:
(s.) ANTONIO PENNETTA
(s.) GIORGIO ROSI

Pour le Japon: For Japan:
(s.) SUEMASA OKAMOTO

Pour le Royaume Hachémite de Jordanie: For the Hashemite Kingdom of Jordan:

Pour le Royaume du Laos: For the Kingdom of Laos:

Pour le Liban: For the Lebanon:

Pour le Libéria: For Liberia:

- Pour la Libye: For Libya:
(s.) A. H. KHANNAK
- Pour le Liechtenstein: For Liechtenstein:
- Pour le Luxembourg: For Luxembourg:
(s.) J. MEYERS
- Pour le Mexique: For Mexico:
- Pour Monaco: For Monaco:
(s.) JEAN-J. REY
- Pour le Népal: For Nepal:
- Pour le Nicaragua: For Nicaragua:
(s.) H. H. ZWILLENBERG
- Pour la Norvège: For Norway:
(s.) GUTHORN KAVLI
- Pour la Nouvelle-Zélande: For New Zealand:
- Pour le Pakistan: For Pakistan:
- Pour Panama: For Panama:
- Pour le Paraguay: For Paraguay:
- Pour les Pays-Bas: For the Netherlands:
(s.) ROHLING

Pour le Pérou:

For Peru:

(s.) FELIPE DE BUSTAMANTE

Pour la République
des Philippines:

For the Republic
of the Philippines:

(s.) J. P. BANTUG

Pour la République Populaire
de Pologne:

For the People's Republic
of Poland:

(s.) STANISLAS LORENTZ

Pour le Portugal:

For Portugal:

(s.) FERNANDO QUARTIN DE OLIVEIRA BASTOS

Pour la République
Dominicaine:

For the Dominican Republic:

Pour la République Socialiste
Soviétique de Biélorussie:

For the Byelorussian Soviet
Socialist Republic:

(s.) P. W. LUTOROWITCH

Pour la République Socialiste
Soviétique de l'Ukraine:

For the Ukrainian Soviet
Socialist Republic:

(s.) J. T. SIRTCHENKO

Pour la République Populaire
Roumaine:

For the Rumanian People's
Republic:

(s.) A. LAZAREANU

Pour le Royaume-Uni de
Grande-Bretagne et
d'Irlande du Nord:

For the United Kingdom
of Great Britain and
Northern Ireland:

(s.) A. W. CUNLIFFE

Pour la République de
Saint-Marin:

For the Republic of
San Marino:

(s.) A. DONATI

Pour le Saint-Siège:

For the Holy See:

(s.) GIUSEPPE SENSI

Pour la République du Salvador:

For the Republic of el Salvador:

(s.) JACOB PHILIP KRUSEMAN

Pour la Suède:

For Sweden:

Pour la Confédération Suisse:

For the Confederation
of Switzerland:

(s.) GEORGES DROZ

Pour la République de Syrie:

For the Republic of Syria:

(s.) GEORGE J. TOMEH

Pour la République de
Tchécoslovaquie:

For the Republic of
Czechoslovakia:

(s.) Dr. VLADIMIR ŽÁK

Pour la Thaïlande:

For Thailand:

Pour la Turquie:

For Turkey:

Pour l'Union Birmane:

For the Union of Burma:

Pour l'Union Sud-Africaine:

For the Union of South Africa:

Pour l'Union des Républiques
Socialistes Soviétiques:

For the Union of Soviet
Socialist Republics:

(s.) V. S. KEMENOV

Pour la République Orientale
de l'Uruguay:

For the Oriental Republic
of Uruguay:

(s.) V. SAMPOGNARO

• Pour les États-Unis
du Venezuela:

For the United States
of Venezuela:

Pour l'État du Viet-Nam:

For the State of Viet-Nam:

Pour le Yémen:

For Yemen:

Pour la République Fédérative
Populaire de Yougoslavie:

For the Federal People's
Republic of Yugoslavia:

(s.) MILAN RISTIĆ
(s.) CVITO FISKOVIĆ

2. De Franse en Engelse tekst van de Resoluties, aangenomen door genoemde Conferentie, luidt als volgt:

Résolutions**RÉSOLUTION I**

La Conférence émet le voeu que les organes compétents des Nations Unies décident que celles-ci, en cas d'action militaire entreprise en application de la Charte, feront en sorte que les forces armées participant à cette action appliquent les dispositions de la Convention.

RÉSOLUTION II

La Conférence émet le voeu que, dès son adhésion à la Convention, chacune des Hautes Parties contractantes constitue, dans le cadre de son système constitutionnel et administratif, un comité consultatif national composé d'un nombre restreint de personnalités, telles que de hauts fonctionnaires des services archéologiques, des musées, etc., un représentant de l'état-major général, un représentant du ministère des affaires étrangères, un spécialiste du droit international, et deux ou trois autres membres exerçant des fonctions ou compétents dans les domaines couverts par la Convention.

Ce Comité — qui fonctionnerait sous l'autorité du ministre ou du haut fonctionnaire dont dépendent les services nationaux chargés de veiller sur les intérêts des biens culturels — pourrait notamment avoir les attributions suivantes:

a) conseiller le gouvernement au sujet des mesures nécessaires à la mise en application de la Convention sur les plans législatif, technique ou militaire, en temps de paix ou de conflit armé;

b) intervenir auprès de son gouvernement en cas de conflit armé ou d'imminence d'un tel conflit, afin que les biens culturels situés sur le territoire national et sur les territoires d'autres pays soient connus, respectés et protégés par les forces armées du pays, selon les dispositions de la Convention;

c) assurer, en accord avec son gouvernement, la liaison et la coopération avec les autres comités nationaux de ce genre et avec tout organisme international compétent.

RÉSOLUTION III

La Conférence émet le voeu que le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture convoque, aussitôt que possible après l'entrée en vigueur de la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, une réunion des Hautes Parties contractantes.

Resolutions

RESOLUTION I

The Conference expresses the hope that the competent organs of the United Nations should decide, in the event of military action being taken in implementation of the Charter, to ensure application of the provisions of the Convention by the armed forces taking part in such action.

RESOLUTION II

The Conference expresses the hope that each of the High Contracting Parties, on acceding to the Convention, should set up, within the framework of its constitutional and administrative system, a national advisory committee consisting of a small number of distinguished persons: for example, senior officials of archaeological services, museums, etc., a representative of the military general staff, a representative of the Ministry of Foreign Affairs, a specialist in international law and two or three other members whose official duties or specialized knowledge are related to the fields covered by the Convention.

The Committee should be under the authority of the minister of State or senior official responsible for the national service chiefly concerned with the care of cultural property. Its chief functions would be:

a) to advise the government concerning the measures required for the implementation of the Convention in its legislative, technical or military aspects, both in time of peace and during an armed conflict;

b) to approach its government in the event of an armed conflict or when such a conflict appears imminent, with a view to ensuring that cultural property situated within its own territory or within that of other countries is known to, and respected and protected by the armed forces of the country, in accordance with the provisions of the Convention;

c) to arrange, in agreement with its government, for liaison and co-operation with other similar national committees and with any competent international authority.

RESOLUTION III

The Conference expresses the hope that the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization should convene, as soon as possible after the entry into force of the Convention for the Protection of Cultural Property in the Event of Armed Conflict, a meeting of the High Contracting Parties.

3. Van de Verdragen en Verklaringen, op 29 Juli 1899 ondertekend op de eerste Haagse Vredesconferentie, waarnaar verwezen wordt in de preambule en in artikel 36, eerste lid, van het Verdrag, zijn tekst en vertaling opgenomen in *Stb.* 1900, 163.

Van de Verdragen en de Verklaring, op 18 October 1907 ondertekend op de tweede Haagse Vredesconferentie, waarnaar verwezen wordt in de preambule en in artikel 36, eerste lid, van het Verdrag, zijn tekst en vertaling opgenomen in *Stb.* 1910, 73.

Het Verdrag van Washington van 15 April 1935 tot bescherming van artistieke en wetenschappelijke instellingen en historische monumenten („Roerich Pact”), waarnaar verwezen wordt in de preambule en in artikel 36, lid 2, van het onderhavige Verdrag, is afgedrukt in „Recueil des Traités” van de Volkenbond, deel 167, bl. 289. Nederland is bij dit Verdrag geen partij. (Op dezelfde dag en plaats is gesloten een Verdrag tot bescherming van roerend goed met historische waarde; de Engelse en de Spaanse tekst van dit Verdrag zijn afgedrukt in M. O. HUDSON, *International Legislation*, deel VII, bl. 59.)

Van het Statuut van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur (U.N.E.S.C.O.), naar welke Organisatie wordt verwezen in artikel 19, lid 3, en elders in het Verdrag, in het Reglement van uitvoering en in het Protocol, zijn de Franse en Engelse tekst, alsmede de vertaling in het Nederlands, afgedrukt in *Stb.* H 62.

Van het Statuut van het Internationaal Gerechtshof, naar welk Hof wordt verwezen in artikel 4, lid 2, en in artikel 14, lid 7, van het Reglement van uitvoering, zijn tekst en vertaling opgenomen in *Stb.* F 321; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1953, 57.

Uitgegeven de zeven en twintigste April 1955.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
J. W. BEYEN.